

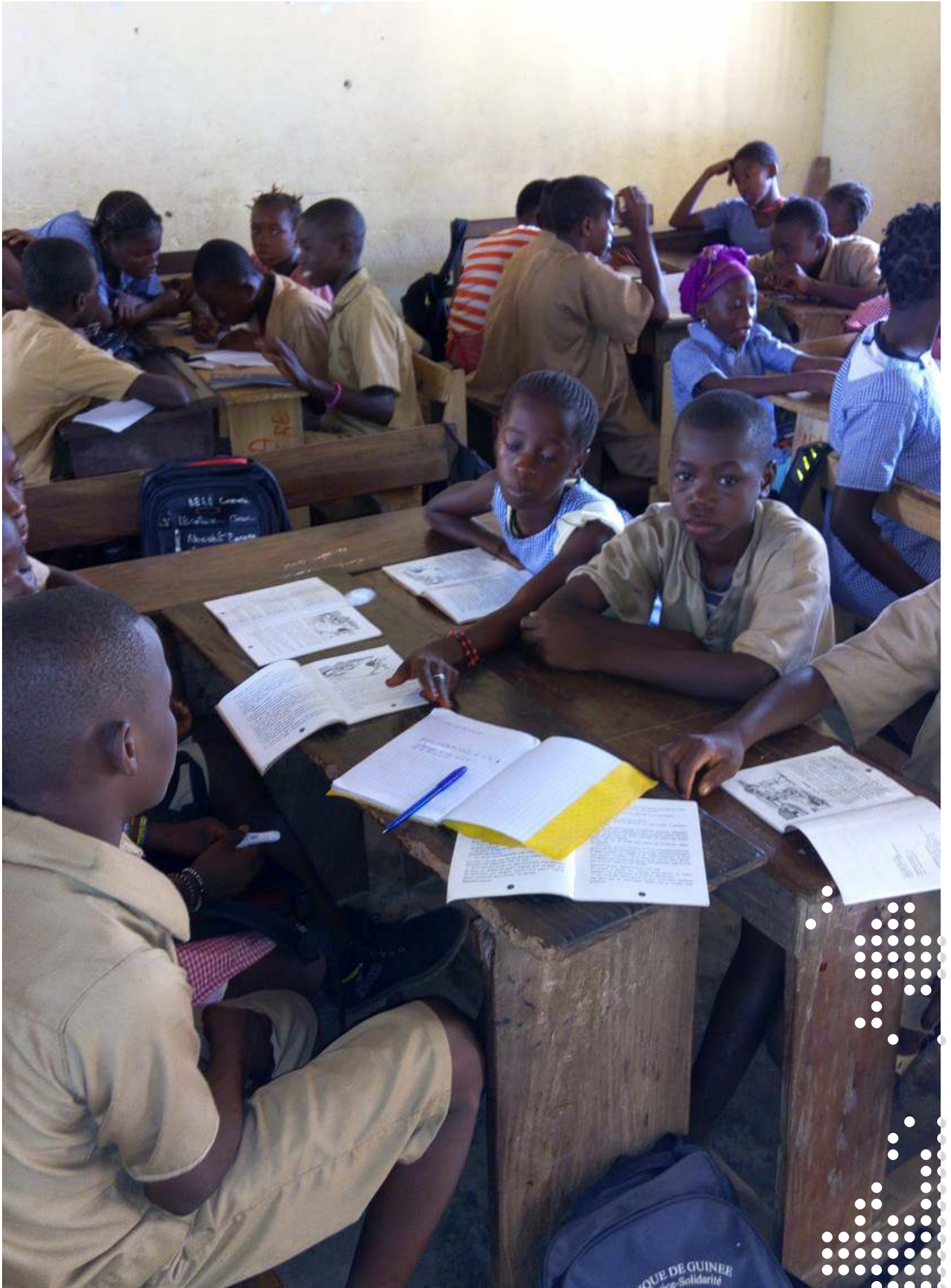
LIRE POUR APPRENDRE

RESSOURCES
éducatives



ÉTUDES DIAGNOSTIQUES
SUR LE LIVRE JEUNESSE
AU SERVICE DES APPRENTISSAGES
6 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ÉTUDE PAYS 2021
GUINÉE



**ÉTUDES DIAGNOSTIQUES SUR LE LIVRE JEUNESSE
AU SERVICE DES APPRENTISSAGES
6 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**
dans le cadre du projet Ressources éducatives

ÉTUDE PAYS 2021
GUINÉE



INSTITUT
FRANÇAIS





S

M

O

M

A

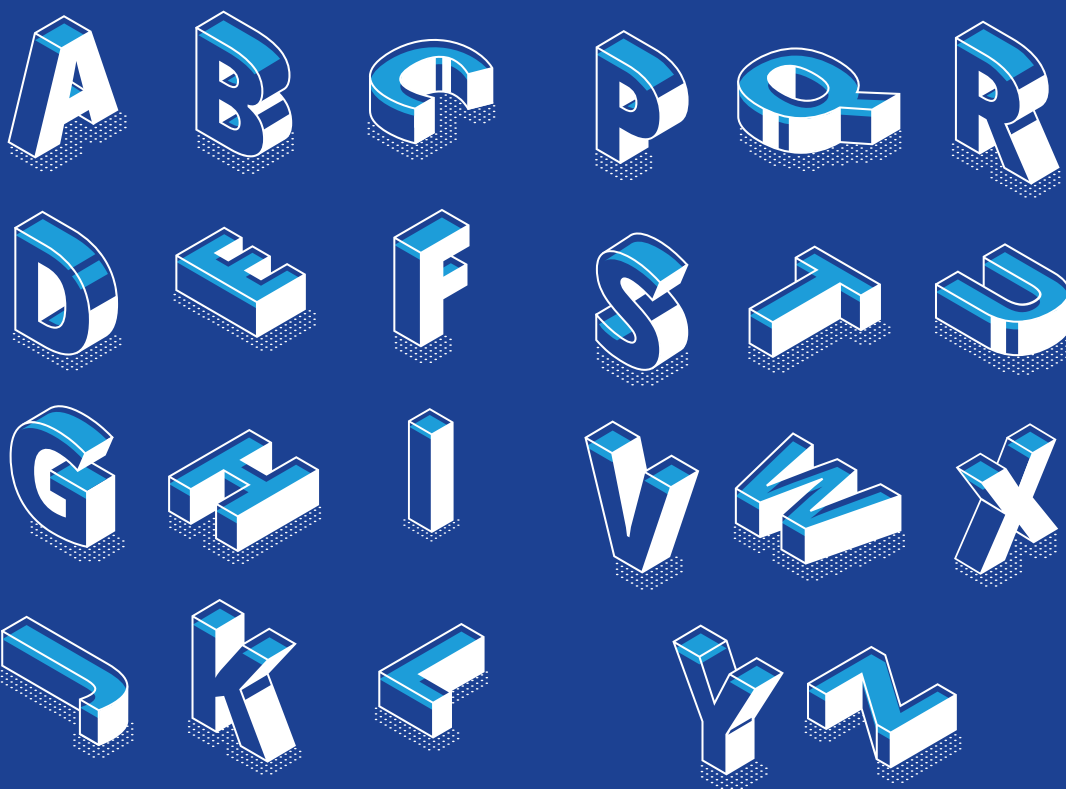
I

R

E

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	6
STRUCTURES ENGAGÉES DANS LA MISSION D'EXPERTISE	8
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	10
Du point de vue politique, sécuritaire et socio-économique	11
Du point de vue des capacités institutionnelles	12
Du point de vue du niveau de structuration de la chaîne du livre.....	13
INTRODUCTION	14
CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE	18
Situation politique et sécurité intérieure	20
Contexte socio-économique	24
Statuts, fonctions et domaines d'emploi du français	28
ÉTAT DES LIEUX DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES LOCALES	32
Cadre national et législation sur le livre et les biens culturels.....	34
Prise en compte des enjeux liés au livre et à la lecture par la communauté éducative	40
STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE EN GUINÉE	50
Niveau de structuration des acteur·ices privé·es de la chaîne du livre jeunesse.....	52
réseaux de lecture publique	62
acteur·ices de la société civile impliqué·es auprès des lecteur·ices.....	67
ACTIONS DE MÉDIATION ET MOTIVATION DES ACTEUR·ICES	70
actions de médiation autour du livre à échelle nationale.....	72
implication de l'Institut français et modalités de collaboration envisagées.....	78
Implication des autorités locales et modalités de collaboration envisagées.....	79
CONCLUSION	80
ANNEXES	
ANNEXE 1 Cartographie du pays	82
ANNEXE 2 Cartographie des acteur·ices	84
ANNEXE 2 Cartographie des acteur·ices (suite)	86
ANNEXE 3 Liste des personnes interviewées durant l'étude	88

LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS



ACLED : *Armed Conflict Location & Event Data Project*

AFD : Agence française de développement

AIEI : Alliance internationale des éditeurs indépendants

AILF : Association internationale des libraires francophones

ANAFIC : Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales

APROLEC : Association pour la promotion du livre et de la lecture en Guinée

CAFED : Centre africain de formation à l'édition et à la diffusion

CCFG : Centre culturel franco-guinéen

CELPAC : Centre de lecture publique et d'action culturelle

CERD : Coopérative d'enseignement et de rédaction de documents

COBIAC : Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle

DLLP : Direction du livre et de la lecture publique

EBAD : École de Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes

ENI : École Normale d'Instituteurs

FMI : Fonds monétaire international

FNLD : Fonds National de Développement Local

FOCEB : Fonds Commun de l'Éducation de Base

FODAC : Fonds d'Aide à l'Action culturelle

HCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés

HRW : *Human Rights Watch*

INRAP : Institut national de recherche et d'action pédagogiques

ISSEG : Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée

JICA : Agence japonaise de Coopération internationale

KfW : *Kreditanstalt für Wiederaufbau*

MENA : Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation

MESRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

METFP-ET : Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail

MSCPH : Ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique

OIF : Organisation Internationale de la Francophonie

PAM : Programme alimentaire mondial des Nations unies

PME : Partenariat Mondial pour l'Éducation

PNDES : Plan National de Développement Économique et Social

PSE : Plan sectoriel d'Éducation

RTG : Radio télévision guinéenne

SCAC : Service de coopération et d'action culturelle

UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance

USAID : *United States Agency for International Development*

STRUCTURES ENGAGÉES DANS LA MISSION D'EXPERTISE

INSTITUT FRANÇAIS

L'Institut français est l'établissement public chargé des relations culturelles internationales. Son action s'inscrit au croisement des secteurs artistiques, des échanges intellectuels, de l'innovation culturelle et sociale, et de la coopération linguistique. Il soutient à travers le monde la promotion de la langue française, la circulation des œuvres, des artistes et des idées et favorise ainsi une meilleure compréhension des enjeux culturels.

L'Institut français, sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de la Culture, contribue activement à la diplomatie d'influence de la France. Ses projets et programmes prennent en compte les contextes locaux et reposent sur une capacité unique de déploiement à travers le vaste réseau des services culturels des ambassades de France, des instituts français et des alliances françaises présents sur les cinq continents. L'Afrique, au même titre que d'autres régions à fort enjeu pour la diplomatie culturelle française, comme les rives sud et est de la Méditerranée, l'Europe ainsi que nombre de pays prescripteurs et émergents, constituent des territoires d'influence prioritaires.

ÉDUCATION

CULTURE



PROSPECTIVE COOPERATION

laboratoire d'idées

Association fondée par des chercheur·es et des professionnel·les de la Coopération internationale en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique, Prospective et Coopération vise à promouvoir des politiques et des pratiques innovantes. Cette initiative souhaite répondre à des politiques de développement en reconfiguration dans un monde caractérisé par la multi polarisation et la montée en puissance des opérateur·ices et expert·es des Sud.

À travers des espaces de rencontres, d'échanges, de réflexion et d'actions multi-acteurs, elle construit des passerelles :

- # Entre chercheur·res académiques et praticiens du développement,
- # Entre chercheur·es de différentes disciplines,
- # Entre praticien·nes de différentes structures intervenant aux niveaux locaux, nationaux ou internationaux,
- # Entre les Nords et les Suds...



BiblioSud est une organisation non gouvernementale française (statut association loi 1901 française) créée en mai 2017. BiblioSud a pour objet, dans l'esprit du Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique de novembre 1994, le renforcement, la formation, l'aide financière ou matérielle, la modernisation par des techniques et projets innovants, partout dans le monde, des institutions et acteurs des bibliothèques publiques ou universitaires, des centres de documentations et de la chaîne du livre en général, pour leurs actions sur leurs missions-clés en terme d'informations, d'alphabétisations, d'éducatives et plus généralement d'accès à la culture. BiblioSud tire son nom du grec ancien *βιβλιοθήκη* : biblio, « livre » et des trois lettres SUD pour Solidarité, Urgence et Développement.

Les trois axes principaux de l'action de l'association BIBLIOSUD sont :

- # L'appui institutionnel aux acteurs du livre et de la lecture,
- # La formation et l'accompagnement des acteurs du livre et de la lecture, de leurs tutelles ou de leurs publics,
- # La conduite de projet innovants notamment concernant le numérique.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



DU POINT DE VUE POLITIQUE, SÉCURITAIRE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'environnement politique et sécuritaire en Guinée est relativement favorable au déroulement du projet Ressources éducatives, car **le pays semble être pour l'instant épargné par la menace terroriste** qui plane sur toute l'Afrique de l'Ouest. La Guinée est surtout marquée par des mouvements sociaux récurrents. Récemment, le référendum sur le projet de Constitution et les dernières élections du 18 octobre 2020 ont ainsi donné lieu à des manifestations qui ont fait plusieurs morts et des centaines d'emprisonnements

Du point de vue économique, **la Guinée présente des indicateurs en croissance**, mais fondés sur une économie peu diversifiée et vulnérable. Les réformes structurelles récentes et les performances économiques ne se sont pas traduites par une amélioration des conditions de vie. Ainsi, plus de la moitié de la population guinéenne vit en dessous du seuil de pauvreté. Concernant **le climat des affaires, la situation guinéenne se dégrade et le pays est classé parmi les pays les plus corrompus dans le monde**. Malgré ces éléments, la stabilité institutionnelle et économique relative ainsi que la situation sécuritaire ne sont pas défavorables au bon déroulement du projet Ressources éducatives sur l'ensemble du territoire, en particulier dans les zones à plus faible pénétration de l'écrit (Haute-Guinée et Guinée forestière).

DU POINT DE VUE DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

Le pays a soutenu différentes initiatives pour institutionnaliser un cadre plus favorable pour le secteur du livre : en 2017, la ville de Conakry a été consacrée capitale mondiale du livre sur la base, notamment, de son programme d'activités en faveur de la lecture et des jeunes. En 2018, la Guinée, sous l'impulsion du ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique, et en lien avec les éditions l'Harmattan Guinée, a adopté une « Nouvelle Politique Culturelle ». En 2019, la Guinée a ratifié le Cadre de politique continentale du livre et de la lecture de l'Union Africaine. **L'État a aussi mis en place une organisation institutionnelle au service du livre et de la lecture publique.** Mais malgré plusieurs tentatives, le projet de loi du livre n'a jamais été voté, **les ressources des acteur·ices institutionnel·les et opérationnel·les sont très insuffisantes et le programme présenté pour obtenir le label de la capitale du livre est resté inachevé.**

Du côté de la politique éducative, **les autorités ont adopté un plan sectoriel éducatif ambitieux pour la période 2020-2029.** Il prévoit la révision des *curricula* et la poursuite des dotations de manuels scolaires et autres ressources pédagogiques. **Le plan sectoriel mobilise différent·es partenaires internationaux·ales** autour du système éducatif guinéen. Malgré ces points de forces, **la quasi-absence de bibliothèques scolaires fonctionnelles, l'absence de bibliographie nationale** d'ouvrages jeunesse et **l'insuffisance de formation des enseignant·es** peuvent être des freins à la réussite du projet. À cela s'ajoute **l'épineuse question de l'accès aux marchés des manuels scolaires** aux éditeur·ices et imprimeur·ses guinéen·nes, **nécessaire à la viabilité économique du secteur.**

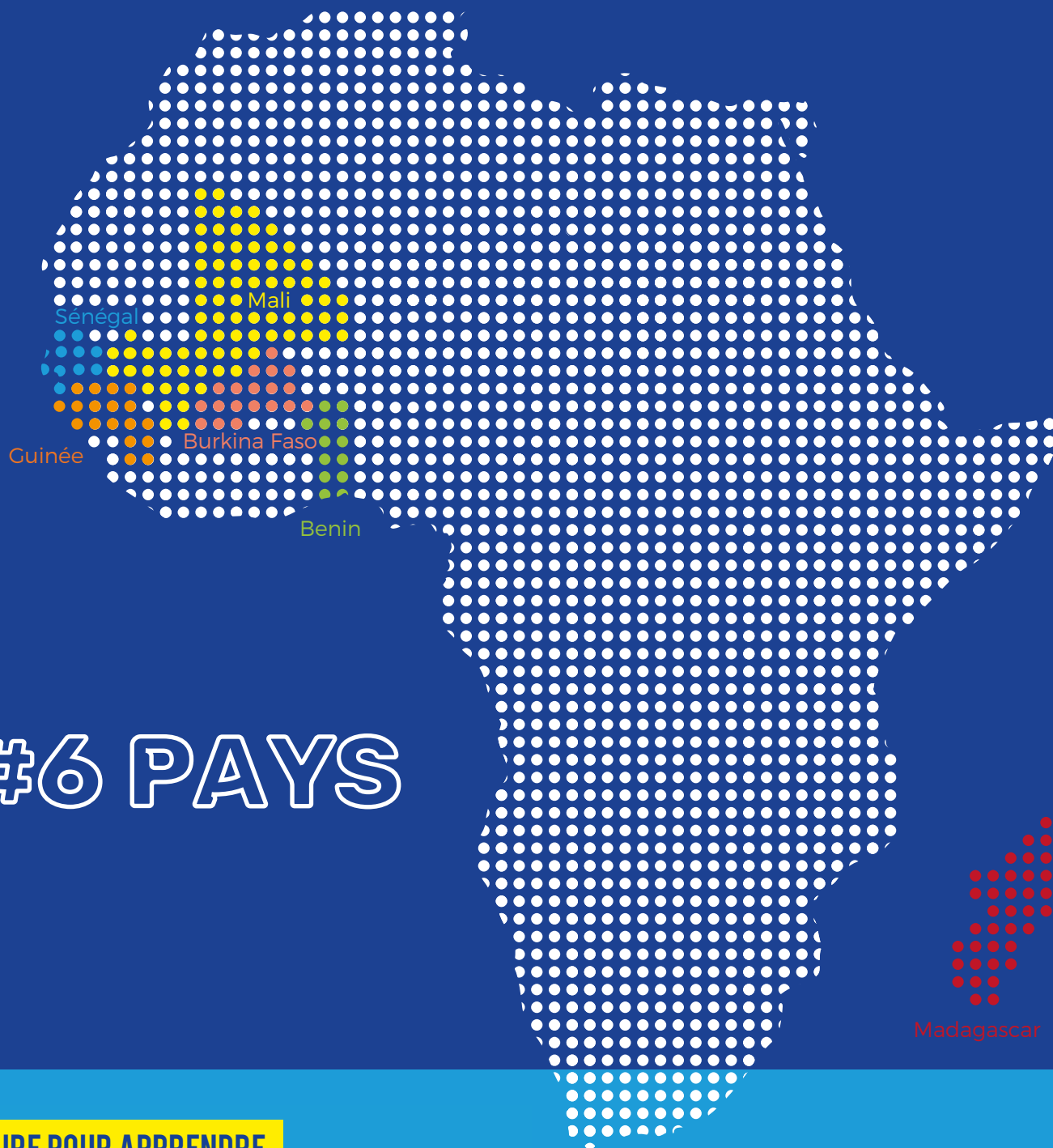
DU POINT DE VUE DU NIVEAU DE STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE

La Guinée présente une chaîne du livre jeunesse relativement récente et réduite, mais constituée d'un noyau dynamique d'acteur·ices privé·es, qui se mobilisent activement pour faire vivre le secteur et ont su se faire une place et une réputation dans le paysage du livre africain. Ces acteur·ices sont **réuni·es en différentes structures associatives**, dont une association d'auteur·ices de jeunesse. En l'absence de cadre régulateur et de soutien de l'État, et compte tenu de la structure même du marché du livre en Guinée, **les différents métiers** de la conception, de la production et de la commercialisation du livre **reposent sur des modèles économiques fragiles**. Mais le secteur du livre porte **plusieurs projets** qui ouvrent des **perspectives structurantes pour la filière**.

Le réseau de lecture publique est constitué d'une quarantaine de centres gérés par le Centre de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CELPAC), un établissement public autonome. Cet établissement développe des partenariats internationaux avec des opérateurs institutionnels et associatifs. Mais sur l'ensemble du réseau, **seule une vingtaine de bibliothèques seraient réellement opérationnelles**. Le CELPAC reste dépendant d'appuis extérieurs pour entretenir son réseau et renouveler ses collections. On notera, en coopération bilatérale France-Guinée, la présence d'un Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) en cours qui comporte une composante lecture publique importante : formations des cadres du CELPAC, appui matériel et formation aux bibliothèques du réseau CELPAC.

Il existe aussi un réseau associatif guinéen en faveur de l'alphabétisation, de la promotion de la lecture et du livre, complété par une multitude d'associations internationales qui interviennent en Guinée. Il a été néanmoins difficile de collecter à distance des données fiables et transparentes sur leurs actions.

INTRODUCTION



#6 PAYS

LIRE POUR APPRENDRE

RESSOURCES
éducatives



Madagascar

LE PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES ET SA COMPOSANTE III

Le projet Ressources éducatives, initié et financé par l'Agence française de développement (AFD) et mis en œuvre par l'UNESCO et l'Institut français, vise à renforcer l'accès des élèves du primaire et du secondaire en Afrique subsaharienne francophone à un ensemble de ressources éducatives de qualité.

Le projet est organisé en **trois grandes composantes**, les deux premières portées par l'UNESCO et la troisième par l'Institut français :

AGIR POUR L'AVENIR en renforçant les politiques et stratégies nationales de développement et diversification des ressources éducatives ;

PRODUIRE POUR APPRENDRE en améliorant l'environnement de conception, de production et de diffusion des ressources éducatives ;

LIRE POUR APPRENDRE en développant la place et le rôle du livre de jeunesse en promouvant un environnement lettré au service des apprentissages.

Cette composante III du projet accompagnera prioritairement le développement de l'environnement lettré dans trois pays d'Afrique francophone, afin de concentrer ses activités en matière de renforcement de capacités là où les besoins sont les plus élevés et les gains d'efficacité potentiellement les plus importants. Le périmètre géographique pourra être élargi dans un second temps. Les 6 pays d'Afrique subsaharienne francophone suivants ont été pré-sélectionnés par l'Institut français en lien avec l'AFD et le réseau culturel français : le Bénin ; le Burkina Faso ; la Guinée ; Madagascar ; le Mali ; le Sénégal.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'objectif de la prestation est de cibler, sur la base d'une grille analytique et d'enquêtes sur le terrain, les trois pays où ce déploiement est le plus susceptible de présenter le meilleur ratio coût efficacité, au regard des objectifs généraux du projet Ressources éducatives et des objectifs spécifiques de cette composante III.

Pour cela, l'étude doit permettre d'atteindre les deux résultats attendus suivants :

1. UN DIAGNOSTIC EST ÉTABLI POUR CHAQUE PAYS :

Il s'agit de dresser le panorama du secteur du livre et de l'éducation en analysant ses forces, ses faiblesses, les opportunités et les menaces (les forces en présence, la structuration du secteur, les capacités locales, l'environnement institutionnel, légal et économique du secteur, la stabilité politique etc.), avec une attention particulière pour les zones à faible pénétration de l'écrit.

2. DES PERSONNES RESSOURCES LOCALES SUSCEPTIBLES DE CONTRIBUER AU PROJET SONT CIBLÉES ET PROPOSÉES :

Il s'agit de contacter et rencontrer les acteur·ices et réseaux d'acteur·ices concerné·es, en lien avec l'IF de Paris et le réseau culturel français ou binational sur place, et d'identifier les ressources potentielles, motivées et/ou mobilisables, pour contribuer au projet et soutenir une politique en faveur du livre et de la lecture au service des apprentissages, dans chaque pays.

MÉTHODOLOGIE

La stratégie de collecte de données s'est appuyée sur une méthodologie mixte, employant des méthodes à la fois quantitatives et qualitatives, permettant de trianguler une diversité de sources, primaires et secondaires, dans chacun des 6 pays afin de vérifier ou rejeter chaque résultat :

- Établissement d'une grille d'analyse pondérée par pays
- Recherche de documents et de données existants
- Collecte de données auprès d'acteurs-clés et personnes-ressources, et observations de terrain

Pour chaque outil, un échantillonnage est proposé et discuté avec le commanditaire. La proposition méthodologique repose sur une classification des interlocuteur·ices selon leurs rôles et fonctions. Elle se soucie d'être adaptée aux spécificités des contextes institutionnels des pays étudiés.

L'étude s'est fondée sur une approche basée sur le genre, de façon à produire un certain nombre d'informations socio-économiques ventilées par sexe. Ces informations permettent de rendre visibles les inégalités afin qu'elles soient prises en compte directement dans le projet Ressources éducatives. Cette approche transversale, sensible à l'égalité des sexes, a concerné l'ensemble de la méthodologie (équipe évaluative, outils d'enquête, échantillonnage des personnes interviewées et constitution des groupes projets). Aussi, ce rapport est rédigé en écriture inclusive, écriture déjà adoptée dans de nombreuses institutions, afin de participer à une meilleure représentativité des femmes dans les textes, là où le neutre masculin tend à les invisibiliser.



© 2019 - Association des Bibliothécaires de France

DÉROULÉ DE LA MISSION


Du fait du contexte pandémique de la Covid 19 et des restrictions de déplacements qu'elle a engendrées, **la tenue de la mission de terrain a été plusieurs fois reportée et pour finalement être annulée.** La collecte des données, notamment pour renseigner les indicateurs de la grille d'analyse, ainsi que les entretiens semi directifs individuels, ont été effectués à distance, avec l'appui du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) et l'Institut français de Guinée.

La mission a été facilitée en particulier grâce à l'appui de Mme Stéphanie ORFILA, Attachée de coopération pour la promotion du français et de la francophonie et directrice des cours à l'Espace langue de l'Institut français de Guinée et de Mme Sabrina DELENNE-KONÉ, Assistante technique du projet d'appui à la maîtrise et à la diffusion de la langue française en Guinée au sein du Centre de Lecture Publique et d'Action Culturelle (CELPAC), que nous tenons à remercier.

Des **interlocuteur·ices** représentatif·ves des différents secteurs impliqués sur la question de la littérature jeunesse en Guinée **ont été interviewé·es** entre fin novembre 2020 et janvier 2021. Ces entretiens ont été complétés par des **échanges courriels** avec les différent·es interlocuteur·ices, mais les observations de terrain n'ont pas pu avoir lieu.



CONTEXTE POLITIQUE ET SOCIO- ÉCONOMIQUE



L'analyse du contexte socio-politique permet de déterminer la stabilité des instances politiques et institutionnelles, la situation sécuritaire, le niveau de pauvreté des pays et enfin, d'examiner l'environnement économique le plus favorable à la réussite du projet Ressources éducatives.

Au niveau sécuritaire, la Guinée **semble être pour l'instant épargnée de la menace terroriste qui plane sur toute l'Afrique de l'Ouest**. Le pays est surtout caractérisé par **des mouvements sociaux récurrents**, mobilisant notamment les syndicats enseignants. Au niveau économique, **la Guinée présente des indicateurs en croissance**, mais fondés sur une économie peu diversifiée et vulnérable. Les réformes structurelles récentes et les performances économiques ne se sont pas traduites par une amélioration tangible des conditions de vie : plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Concernant le climat des affaires, la situation guinéenne se dégrade et le pays est aussi classé parmi les plus corrompus dans le monde.

Malgré ce contexte, la stabilité institutionnelle et économique relative ainsi que la situation sécuritaire ne sont pas défavorables au bon déroulement du projet Ressources éducatives sur l'ensemble du territoire, en particulier dans les zones à faible pénétration de l'écrit.

SITUATION POLITIQUE ET SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Ce critère d'évaluation vise à examiner dans quelle mesure la stabilité des instances politiques et institutionnelles et la situation sécuritaire du pays permettent le déploiement du projet Ressources éducatives sur l'ensemble du territoire national. L'étude s'est intéressée à l'état de la vie démocratique locale et aux conditions de déroulement des dernières élections, ainsi qu'au niveau d'insécurité que peuvent connaître certains pays, tenant compte notamment les indications du ministère des Affaires étrangères français.

Pays côtier d'Afrique de l'Ouest, la Guinée partage ses frontières avec six pays (Guinée-Bissau, Sénégal, Mali, Sierra Leone, Libéria et Côte d'Ivoire). Le pays est divisé en quatre zones géographiques : la Basse-Guinée, une zone côtière, qui comprend la capitale Conakry ; la Moyenne-Guinée, une zone montagneuse qui comprend le massif du Fouta-Djalon ; la Haute-Guinée, une zone de savane à l'est et la Guinée forestière, une zone de forêts au sud-est.

Du point de vue politique et sécuritaire, l'environnement est relativement favorable au déroulement du projet Ressources éducatives. La Guinée est surtout marquée par **des mouvements sociaux récurrents**. Le référendum sur le projet de Constitution et les dernières élections du 18 octobre 2020 ont ainsi donné lieu à des manifestations qui ont fait plusieurs mort-es et des centaines d'emprisonnements¹.



FAIBLESSES

LA GUINÉE EST CARACTÉRISÉE PAR SES MOUVEMENTS SOCIAUX RÉGULIERS

Les manifestations en Guinée sont régulières, souvent violentes, parfois meurtrières. Elles sont liées à des **divergences entre acteur-ices politiques**, autour de processus électoraux ou à des **revendications sociales ou syndicales**. Selon l'ACLED (*Armed Conflict Location & Event Data Project*)², sur le front social, les protestations, les émeutes, les violences contre les civil-es ainsi que les affrontements entre communautés constituent les incidents fréquemment recensés pouvant conduire à des conflits. Sur la période 2000 à 2016, les types d'événements et incidents les plus fréquents recensés ont été :

NOMBRE ET TYPE DE CONFLITS 1997-2016

Type de conflits	Nombre	Proportion (%)
Émeutes/protestations	319	40
Violences contre les civiles	231	29
Conflits intercommunautaires	158	20
Autres	97	12
TOTAL	805	100

Source : ACLED Version 7 (1997-2016), calcul des auteur-ices.

1 « En Guinée, des centaines de personnes toujours emprisonnées après la réélection d'Alpha Condé », *Le Monde Afrique*, 08/01/2021.

2 ACLED collecte les données publiques sur la violence politique et les manifestations violentes dans les pays en développement. Ces données fournissent les dates et lieux spécifiques de chaque épisode de violence recensée, ainsi que le type de violence, les groupes impliqués, le nombre de victimes et les changements engendrés en matière de contrôle de territoire.



Rassemblement antigouvernemental le 6 janvier - des milliers de manifestants dans les rues (AFP Photo / CELLOU BINANI)

Les zones frontalières avec le Mali, la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone, en particulier, **sont souvent sujettes à des tensions locales**, politiques et ethniques. Il est particulièrement déconseillé par le ministère des Affaires étrangères de se rendre dans les régions frontalières entre la Guinée et le Mali³.



MENACES

À COURT TERME, LE RISQUE D'INSTABILITÉ POLITIQUE REPRÉSENTE LA PRINCIPALE MENACE POUR LE DÉPLOIEMENT DU PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES EN GUINÉE

Depuis 2019, un contexte de tribulations politiques attise les tensions sociales : des journées de mobilisation, des opérations quartiers morts⁴ et des manifestations, dont certaines

émaillées de violences, ont régulièrement été organisées, à Conakry et dans l'ensemble du pays, notamment dans les régions de Moyenne Guinée et, plus récemment, de Guinée forestière.

La dernière vague de tensions a été provoquée à partir de fin 2019 **lorsque le président Alpha Condé, ancien opposant historique de 82 ans et premier président démocratiquement élu du pays en 2010, a appelé à un référendum sur le projet de Constitution, afin de lui permettre de briguer fin 2020 un troisième mandat**. L'opposition s'est mobilisée contre le projet présidentiel. À l'occasion de manifestations ponctuées d'incidents⁵.

En août 2020, ayant réussi à faire modifier la Constitution guinéenne, Alpha Condé a été officiellement désigné comme candidat à sa réélection par la Coalition démocratique pour le changement dans la continuité (CODECC), une formation réunissant les partis politiques guinéens soutenant le pouvoir en place⁶.

3 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français.

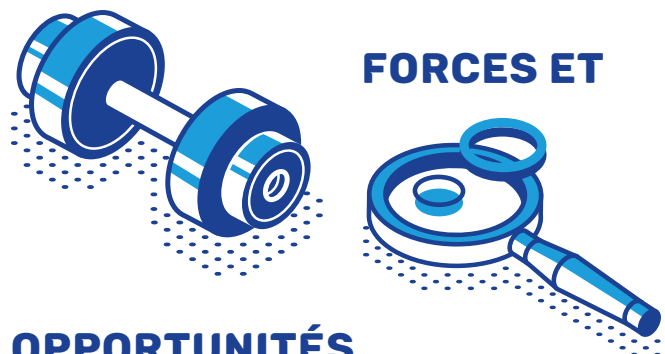
4 Fermeture des commerces et arrêt global des activités par la population en signe de protestation politique.

5 *En Guinée la tentation du 3^{ème} mandat pour Alpha Condé*, TV5 Monde, 2020.

6 Guinée Conakry, Présidentielle, Alpha Conde, *Tribune Ouest*, 2020.

Le scrutin présidentiel du 18 octobre s'est déroulé dans un calme relatif,⁷ mais les annonces successives du Chef du principal parti d'opposition et candidat à l'élection présidentielle, Cellou Dalein Diallo, le 19 octobre, se déclarant vainqueur, puis de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), publiant les résultats globaux provisoires donnant le Président Alpha Condé en tête, le 24 octobre, ont entraîné **des heurts entre militant-es et forces de l'ordre à Conakry et dans un certain nombre de localités en province**. Ces heurts ont occasionné des victimes et des centaines d'emprisonnements⁸. Cette situation crée des **tensions intercommunautaires entre la communauté dont est issue le président, les Malinké, et la population peul, majoritaire dans le pays** et acquise à l'opposition.

L'ensemble des éléments présentés plus haut sont de nature à exacerber le risque d'instabilité socio-politique avec des impacts sur le bon fonctionnement du système éducatif en général et du programme Ressources éducatives en particulier.



OPPORTUNITÉS

IMPERMÉABILITÉ AUX ATTAQUES JIHADISTES ET RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

Au niveau institutionnel et sécuritaire, la vraie force de la Guinée est son imperméabilité, jusque-là, aux attaques djihadistes.

Le pays semble être pour l'instant épargné de la menace terroriste qui plane sur toute l'Afrique de l'Ouest.

Aussi le gouvernement actuel affiche des **réformes institutionnelles en vue d'une meilleure gouvernance depuis plusieurs années** : l'élaboration du Code révisé des collectivités locales et ses textes d'application ; l'allocation de subventions de fonctionnement aux collectivités locales ; la création d'un Fonds National de Développement Local (FNDL) ; la création de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC) en 2019. Ces réformes ont pour but de développer la stratégie de décentralisation et de lutter contre la pauvreté en Guinée et constituent l'instrument de financement de la décentralisation et du développement local. **Ce programme de développement communautaire devrait permettre de renforcer la gouvernance locale**, ainsi que les capacités socio-économiques des populations, particulièrement des femmes, des jeunes, et des groupes marginalisés en milieu rural⁹. Ainsi, si le projet est possible sur l'ensemble du territoire, il devra néanmoins veiller à circonscrire le risque de défaillance de l'État en tant que partenaire institutionnel.

7 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français.

8 *Ibid.*

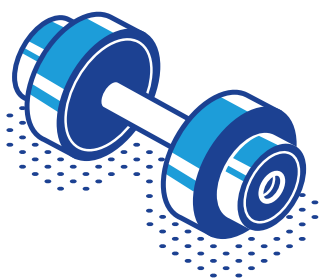
9 « Guinée : croissance et stabilité-politique », *Jeune Afrique*, 2020.



CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Ce critère d'évaluation vise à examiner la stabilité socio-économique des pays dans la perspective de déterminer les pays où l'environnement économique est le plus favorable et où le projet serait le plus à même d'avoir un effet levier. Il s'intéresse aux principaux indices macroéconomiques et sociaux ainsi qu'aux statistiques globales des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux relevant de l'égalité des sexes (ODD5) et de l'éducation (ODD4).

La Guinée présente une économie en croissance, mais peu diversifiée et structurellement vulnérable. Malgré des réformes récentes, **les performances économiques ne se sont pas traduites par des améliorations des conditions de vie de la population.**



FORCES

LA GUINÉE PRÉSENTE UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE EN CROISSANCE

L'économie guinéenne est fondée sur ses atouts naturels. Elle dispose d'un potentiel agricole et hydraulique important. Reconçue comme « le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest », la Guinée se rêve comme un futur *hub* énergétique régional grâce à son poten-

tiel de production hydroélectrique. Le pays possède également un sous-sol riche en minerais : on trouve en Guinée deux tiers des réserves mondiales de bauxite, en plus de filons importants d'or, de diamant, de fer et de pétrole. Enfin, du fait de sa situation géographique, le pays présente un fort potentiel commercial : il partage des frontières avec six pays et possède une très longue façade maritime¹⁰.

En 2020, la perspective de croissance était attendue à 5,8 % mais a été révisée à la baisse à 2,9 % en raison de l'impact de la pandémie de la COVID-19, et notamment de la sensibilité de la croissance guinéenne aux fluctuations des cours de matières premières, en particulier minières. Le FMI table cependant sur un rebond de la croissance dès 2021 estimé à 7,6 %.

DES RÉFORMES STRUCTURELLES DEPUIS 2011

Depuis 2011, **le Gouvernement guinéen porte une politique forte de développement économique et social du pays.** On citera à cet égard l'adoption et la mise en œuvre d'un Plan National de Développement Économique et Social, PNDES 2016-2020¹¹. On peut également signaler les réformes économiques suivantes : la simplification de la création d'entreprise en 24 heures ; la réduction des taxes sur les transferts de propriété et frais de notaire ; la fluidification de l'octroi de permis de construire en 29 jours ; le renforcement de la protection des investisseur-euses etc. Le PNDES a été élaboré dans la perspective d'une reprise économique, après les faibles performances enregistrées sur la période 2013-2015, avec notamment l'aggravation de la pauvreté et la non-atteinte des OMD¹².

¹⁰ Ministère de l'Économie et des Finances de la République française, Direction du trésor, 2020.

¹¹ Plan National de Développement Économique et Social, République de Guinée, 2021.

¹² Il est nécessaire de rappeler que le paysage socio-économique de la Guinée a été très impacté par l'épidémie Ebola en 2013, une fièvre hémorragique qui a touché l'Afrique de l'Ouest et qui a débuté au sud-est de la Guinée.



FAIBLESSES

UN MODÈLE DE CROISSANCE SANS DÉVELOPPEMENT

Malgré ces réformes récentes et les atouts économiques observés, l'économie guinéenne reste peu diversifiée et structurellement vulnérable aux chocs exogènes, notamment concernant les matières premières. Aussi, la croissance nationale n'a pas été capable de réduire significativement le niveau de pauvreté¹³. Le Fonds monétaire international (FMI) estimait dans un rapport publié en 2019 que le pays est un modèle de « croissance sans développement »¹⁴.

En effet, sur le plan social, les indicateurs socio-économiques de ce pays moins avan-

cé (PMA)¹⁵ demeurent fragiles. Avec une population de 12,77 millions d'habitants et un PIB de 12,3 Mds USD, la Guinée demeure au bas du classement IDH, occupant le 178^{ème} rang sur 189 pays en 2019¹⁶. **Plus de la moitié des Guinéens (53 %) vivaient en dessous du seuil national de pauvreté, avec de fortes disparités entre zone urbaine (35 %) et rurale (65 %).** Par ailleurs, **l'économie reste encore largement informelle** avec une part estimée à plus de la moitié du PIB. L'emploi informel occuperait près de 70 % de la force de travail du pays. L'espérance de vie à la naissance dépasse à peine 60 ans. **Près 74 % des foyers n'ont pas accès à l'électricité¹⁷.** Sur le plan socioculturel, avec 11 % des filles ayant eu un enfant avant leur quinzième anniversaire, **la Guinée fait partie des pays avec les taux de mariages et de grossesses précoces les plus élevés d'Afrique de l'Ouest¹⁸.** Cette situation peut, en premier lieu, conduire à des répercussions néfastes sur le bien-être et la santé des jeunes filles mais également à contribuer à leur sortie anticipée du système scolaire.

13 *Plan National de Développement Économique et Social*, République de Guinée, 2021.

14 « La Guinée un modèle de croissance sans développement », *Le Point*, 16/10/2020.

15 Catégorie créée par l'Organisation des Nations unies (ONU), regroupant les pays estimés les moins développés socio-économiquement de la planète.

16 « La Guinée un modèle de croissance sans développement », *Le Point*, 16/10/2020.

17 *Country programme document for Guinea (2018-2022)*, Executive Board of the United Nations Development Programme, the United Nations Population Fund and the United Nations Office for Project Services, 2017.

18 *Rapport – RESEN Guinée*, UNICEF, 2018.



MENACES

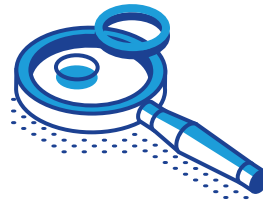
APRÈS UNE PÉRIODE
D'AMÉLIORATION,
UN CLIMAT DES AFFAIRES
QUI SE DÉGRADE

Concernant **le climat des affaires**, alors que le classement de la Guinée par la Banque mondiale s'était amélioré de 25 places entre 2013 et 2018, plaçant le pays au 153^{ème} rang sur 190 pays évalués, **la situation guinéenne se dégrade à nouveau : l'édition 2020 du rapport *Doing Business* relègue la Guinée de la 152^{ème} à la 156^{ème} place sur 190 pays** au niveau mondial (et de 30 à 32 au niveau régional). Des progrès ont certes été accomplis en matière de délai et de coût de création d'entreprises mais le climat des affaires reste miné par la faiblesse du cadre juridique, l'insuffisance des infrastructures énergétiques et de transport (seulement 25 % du réseau routier bitumé, à peine plus de 1000 km de chemins de fer, etc.), les lourdeurs administratives et les pratiques de corruption. **La Guinée est classée parmi les pays les plus corrompus dans le monde**, occupant la 130^{ème} place sur 180 pays¹⁹.

UNE AUGMENTATION DE 50 % DE SA POPULATION SCOLARISABLE ENTRE 2015 ET 2030

Du point de vue démographique, **l'extrême jeunesse de la population et sa forte concentration dans la capitale constitue un véritable défi pour le système éducatif guinéen**. Selon les projections de l'Institut National de Statistiques, la population scolarisable, de 4 à 24 ans, passera de 5,2 millions (soit 41 %

de la population totale) en 2014 à un peu plus de 8 millions en 2030, soit **une augmentation de plus de la moitié (54 %) en 15 ans**. En lien avec la diminution de la natalité observée dans les enquêtes ménages (5,7 enfants par femme en 2005 contre 4,8 en 2016), les projections indiquent **une demande potentielle d'éducation beaucoup plus forte dans les niveaux post primaires dans les années à venir**²⁰.



OPPORTUNITÉS

LA PRÉSENCE DE NOMBREUX PARTENAIRES
INTERNATIONAUX

En Guinée, **la présence de nombreux partenaires internationaux** offre des perspectives pour le projet Ressources éducatives. Les partenaires se mobilisent notamment autour du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), un fonds commun multi-bailleurs caractérisé par son alignement sur les plans sectoriels nationaux. En Guinée, le fonds commun associe l'UNICEF et l'AFD, et pourrait intégrer de nouveaux bailleurs pour une coordination renforcée. Les besoins en écoles, salles de classe, enseignant·es et ressources pédagogiques sont amenés à croître pour améliorer les capacités d'accueil et répondre de façon adéquate à la forte demande potentielle. Il s'agira dans le cadre de la coordination des bailleurs de fonds de transformer le défi lié à l'extrême jeunesse de la population nationale en une opportunité.

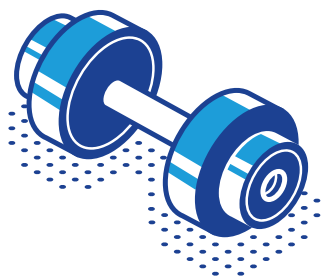
19 Selon l'ONG, il y a une forte corrélation entre « corruption et crise démocratique » sur le continent. Dans son rapport, *Transparency International* conclut que les pays qui ont un indice inférieur ou égal à 34 sont des régimes semi-autoritaires, quand ceux qui ont un indice inférieur à 30 sont des régimes autoritaires. En Afrique subsaharienne, 13 pays, dont la Guinée (138^e), ont obtenu un indice inférieur à 30.

20 Rapport – RESEN Guinée, UNICEF, 2018.



STATUTS, FONCTIONS ET DOMAINES D'EMPLOI DU FRANÇAIS

Le français est la langue officielle en Guinée et est l'unique **langue d'enseignement dans le primaire** alors que le pays compte par ailleurs **six langues nationales**. **Malgré une forte augmentation du nombre de ses locuteur·ices, la maîtrise du français, et en corollaire, les résultats scolaires restent très insuffisants en Guinée.**



FORCES

LE FRANÇAIS EST LA LANGUE OFFICIELLE DU PAYS...

Le français constitue en Guinée la **seule langue officielle dans l'administration publique et privée et la langue d'enseignement unique dans le primaire**²¹. Il est par exemple la langue du parlement, des institutions administratives et de tous les actes et documents officiels. Dans la Constitution de la République de Guinée de l'année 2010, le gouvernement a défini le français comme langue officielle.²² Il occupe ainsi une position particulièrement importante dans la société guinéenne. La Guinée fait partie de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) depuis 1981, avec le statut d'État membre. Selon les estimations de l'OIF, le français est parlé par environ 25 % de la population²³.

...QUI COMPTE AUSSI SIX LANGUES NATIONALES.

La Guinée compte aussi **six langues nationales couramment parlées par la population** : le peul, le malinké, le soussou, le kissi et le kpelè. Ces langues occupent une position particulière, car elles sont protégées réglementairement par l'État et la Constitution. L'État doit ainsi garantir l'usage des langues nationales dans les moyens de communication de masse (la radiodiffusion, la télévision, etc.)²⁴. Ces langues sont aussi, dans une moindre mesure, utilisées dans les domaines formels et à l'écrit. On notera qu'il existe par ailleurs une vingtaine d'autres langues pratiquées sur le territoire guinéen.

LE FRANÇAIS CONNAÎT UNE TRÈS FORTE EXPANSION DEPUIS 1984

Selon une enquête de l'institut national de statistiques guinéen (INS Guinée)²⁵, la langue première des habitant·es de la ville de Conakry est par ordre décroissant le soso (soussou) 38 %, le pular (peul) 32 %, le maninka 23 %, le koniaké 5 %, le kissi 4 %, le guérézé 3,8 %, **le français 2 %**, le toma 2 % et le dihanké 1,8 %.

Mais le nombre de locuteur·ices en français connaît une très forte expansion depuis 1984. À la fin du régime d'Ahmed Sékou Touré – qui préconisait une rupture linguistique et culturelle avec la France – **le français est redevenu la langue unique d'enseignement à l'école.** Les tentatives d'introduction des langues nationales comme vecteur d'apprentissage dans les années 70 – et qui devaient augurer de perspectives importantes pour la production écrite dans ces langues –

21 *Langues et éducation en Guinée : une étude exploratoire des attitudes et de l'opinion de la population guinéenne scolarisée*, Jolanda Rozen-daal, Mémoire de master Université d'Utrecht, août 2018.

22 *Ibid.*

23 *La langue française dans le monde*, édition 2019, Organisation internationale de la francophonie, 2020.

24 Article 25 de la Constitution du 7 mai 2010 de la République de Guinée, 2010.

25 RGPH, Institut National de la Statistique, 2021.



©Global Panorama

se sont avérées infructueuses. Ces échecs s'expliquent surtout par la faiblesse des moyens mis à disposition pour les politiques linguistiques²⁶.



FAIBLESSES UNE MAÎTRISE INSUFFISANTE DU FRANÇAIS PÉNALISE LES RÉSULTATS SCOLAIRES EN PRIMAIRE...

Malgré une augmentation du nombre de locuteurs, **la maîtrise du français, et en corollaire, les résultats scolaires restent très insuffisants en Guinée. Le taux d'achèvement du cycle primaire se dégrade et les disparités de genre augmentent.** Ainsi le

taux net d'achèvement au primaire est passé de 23,5 % à 19,9 % de 2011 à 2016, soit une régression annuelle de 2,7 %²⁷ alors que la population scolaire est globalement en nette croissance avec une moyenne annuelle de 2.9 %²⁸.

Concernant les filles, le taux d'achèvement au primaire à l'échelle nationale, sur la période 2011-2017, est passé de 60,1 % à 51 %.

Le taux d'achèvement est en comparaison bien plus élevé chez les garçons (69,8 %). Ces inégalités de genre peuvent se corréliser avec des inégalités géographiques : en 2017 au niveau régional, Conakry enregistre le taux le plus élevé ; **le plus faible taux est enregistré** dans la région de Kankan (40,1 %), et est à 30,3 % **dans la préfecture de Mandiana**. Sur les huit régions guinéennes, seules trois ont un taux d'achèvement des filles supérieur à la moyenne nationale, ce sont respectivement les régions de Conakry (96,6 %), Kindia (55,9 %) et Mamou (52 %).

...ET NOURRIT LES ABANDONS SCOLAIRES

Les autorités guinéennes sont conscientes que « la maîtrise insuffisante du français par les élèves et les étudiants, qui est pourtant la langue d'enseignement, handicape la compréhension du contenu des enseignements et **constitue une source de démotivation et occasionne des abandons scolaires** »²⁹. Ces abandons scolaires, selon les autorités publiques, pourraient être un des facteurs de l'instabilité politique que connaît le pays : « Ces abandons alimentent le marché des jeunes désœuvrés dans les quartiers et qui deviennent « une armée de réserve » des révoltes qui ont embrasé la Guinée ces dix dernières années »³⁰.

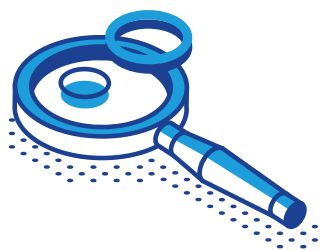
26 Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016.

27 Rapport d'analyse Primaire et Secondaire 2015-2016, Institut National de la Statistique, 2021.

28 Statistiques éducatives, Institut National de la Statistique, 2021.

29 Plan National de Développement Économique et Social, République de Guinée, 2021.

30 Ibid.



OPPORTUNITÉS

L'ENJEU GLOBAL DE LA MAÎTRISE DE LA LANGUE POUR LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Dans ce contexte, le projet Ressources éducatives pourrait être un vecteur d'opportunités pour l'éducation en Guinée, **en favorisant la maîtrise du français, au service de meilleures compétences fondamentales** en lecture et écriture, et essentielle pour toutes les matières.

Mais le projet Ressources éducatives pourrait aussi être une réelle opportunité **pour favoriser l'émergence d'éditions bilingues**, voire trilingues, au service de la maîtrise de la langue, de la qualité des enseignements et des apprentissages.



MENACES

LE FAIBLE NIVEAU DE MAÎTRISE DU FRANÇAIS PAR LES ENSEIGNANT·ES

Il ressort des résultats de l'évaluation sectorielle du système éducatif guinéen de 2016 que **les enseignant·es ont globalement un niveau faible en français et en calcul**. Les données du rapport de 2016 en attestent pour les enseignant·es de primaire évalué·es : « En français, **la moyenne est de 32,7 sur 100** »³¹. Cela dessine une menace pour la jeunesse d'un pays qui compte déjà 70 % d'analphabètes³².

Le pays souffre par ailleurs d'un déficit important d'enseignant·es en français et en mathématiques pour le collège. Le métier d'enseignant·e est dévalorisé en Guinée et, depuis plusieurs années, les écoles publiques guinéennes et les universités sont périodiquement fermées à cause **de mouvements de grève des enseignant·es** qui, à tous les niveaux, réclament, selon leur statut, des arriérés de paiement, des augmentations salariales ou leurs titularisations dans la fonction publique. Ils et elles entretiennent des relations houleuses avec l'État guinéen, et souffrent d'un manque de reconnaissance de la part des pouvoirs publics qui se répercute sur les conditions d'enseignement.

31 *Rapports d'État des Systèmes Éducatifs Nationaux sur la Guinée*, Analyse sectorielle de l'éducation et de la formation en Guinée, décembre 2018.

32 *CIA World FactBook*, 2015.





ÉTAT DES LIEUX DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES LOCALES



Il s'agit ici d'examiner les capacités institutionnelles que la Guinée met à la disposition des ministères de la Culture et de l'Éducation et de leurs démembrements pour développer une politique du livre au bénéfice des scolaires.

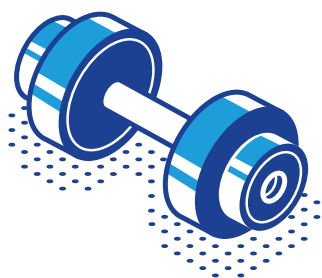
La Guinée **soutient depuis plusieurs années différentes initiatives en faveur du livre (cadre légal, organisation institutionnelle etc.)**. Cependant, les ressources de ses acteur·ices, au regard des ambitions politiques affichées, sont très insuffisantes et leurs réalisations, discutables.

Du côté de la politique éducative, **les autorités ont adopté un plan sectoriel éducatif ambitieux pour la période 2020-2029 qui mobilise différent·es partenaires internationaux·ales** autour du système éducatif guinéen. Cependant, la Guinée présente des lacunes dans les enseignements dispensés et des retards sur la problématique de l'accès au livre durant la scolarité qui pourront représenter des freins à la réussite du projet Ressources éducatives. À cela s'ajoute **la question de l'accès** des éditeur·ices et imprimeur·ses guinéen·nes **au marché du manuel scolaire**, garantie de viabilité économique pour le secteur privé.

CADRE NATIONAL ET LÉGISLATION SUR LE LIVRE ET LES BIENS CULTURELS

Ce critère d'évaluation vise à examiner le cadre national et législatif sur le livre et les biens culturels en vigueur dans chaque pays de l'étude, afin d'évaluer l'écosystème national de la chaîne du livre dans son ensemble.

La Guinée porte depuis 2017 des initiatives pour institutionnaliser un cadre favorable au livre et à la lecture publique. Il existe par ailleurs en Guinée une organisation institutionnelle en place avec des ressources humaines au service du livre et de la lecture publique. Mais malgré plusieurs tentatives, le projet de loi du livre n'a jamais été voté et les acteur·ices institutionnel·les et opérationnel·les ne disposent pas de moyens financiers suffisants. Le programme présenté pour obtenir le label de la capitale du Livre est resté inachevé.



FORCES DES INITIATIVES POLITIQUES EN FAVEUR DU LIVRE

La Guinée porte depuis plusieurs années des initiatives pour institutionnaliser un cadre favorable au livre et à la lecture publique :

- **En 2017 Conakry est nommée capitale mondiale du livre.** Un titre décerné, chaque année, par l'Organisation des Na-

tions unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à une ville qui « s'engage à promouvoir les livres et la lecture et à mettre en œuvre un programme d'activités pour une période d'un an ». **Conakry a été la dix-septième ville, et la troisième du continent africain** après Alexandrie (Égypte) et Port Harcourt (Nigeria), à accueillir ce grand rendez-vous culturel. La Guinée a présenté un dossier et un programme ambitieux préparé pendant plusieurs années par plusieurs acteur·ices du secteur, avec l'appui de l'État et sous l'impulsion des éditions l'Harmattan Guinée. Le programme présentait comme objectifs, notamment, de « créer des points de lecture, des médiathèques, adopter une véritable politique du livre dans le pays, se doter d'une véritable bibliothèque nationale, attirer de grands auteurs [...] et montrer au monde entier que la Guinée a une vraie littérature qui a existé et qui continue à exister »³³. Cet événement est une première pour une ville d'Afrique francophone et a représenté une **réelle opportunité de développer le secteur du livre et de la lecture publique** dans un pays où plus de la moitié de la population est analphabète. À travers cette désignation, **l'UNESCO a encouragé les initiatives publiques entreprises par les autorités guinéennes en faveur du livre et des jeunes**³⁴.

- **En 2018, une « Nouvelle Politique Culturelle »³⁵ est adoptée** par le ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique. Il s'agit d'un document de 150 pages qui devrait servir désormais de guide pour les acteur·ices culturels en faveur de la promotion du patrimoine culturel du pays. Est inscrite, dans ce document

33 « Conakry capitale mondiale du livre en 2017 », *Le Point*, 04/10/2015.

34 *Ibid.*

35 *La Nouvelle politique culturelle de Guinée*, Gouvernement de Guinée, 2018.



© Global Partnership for Education - GPE

cadre, la volonté de renforcer la chaîne des acteur·ices du livre et de développer l'accès au lectorat potentiel.

- **En 2019, un cadre de politique continentale du livre et de la lecture de l'Union africaine est adopté par la Guinée.** Son objectif est de consolider les efforts visant à encourager les gouvernements africains et les partenaires internationaux-clés à faciliter la formulation, la ratification et l'application des Politiques nationales du livres (PNL) à travers le continent.

Ainsi, le projet Ressources éducatives s'inscrit dans la volonté politique affichée, du ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine guinéen, de promouvoir le livre et la lecture publique auprès de la jeunesse.

UNE ORGANISATION INSTITUTIONNELLE ET DES RESSOURCES HUMAINES AU SERVICE DU LIVRE ET DE LA LECTURE PUBLIQUE.

Au sein du ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique (MSCPH), la di-

rection du Livre et de la Lecture Publique (DLLP) compte un effectif conséquent de 15 personnes. Elle est dirigée par un directeur national et un directeur national adjoint et compte deux divisions : une division du Livre et une division de Lecture publique. Elle est représentée, dans les régions, par les Inspections régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Culture et à travers les directions préfectorales de la Jeunesse, des Sports et de la Culture³⁶. Une des priorités actuelles de cette direction est **d'impulser la constitution de réseaux professionnels privés de la chaîne du livre** pour que ces acteur·ices puissent faire du *lobbying* auprès de l'État.

Concernant la lecture publique, il faut noter l'existence d'un établissement public, le Centre de Lecture Publique et d'Action Culturelle (CELPAC), qui coordonne et anime le réseau de lecture publique sur l'ensemble du territoire national. Il compte 11 agent·es au siège et une trentaine de bibliothécaires sur le terrain, pour la plupart enseignant·es de formation.

36 Acteurs du Livre, Centre culturel franco-guinéen, Conakry, 2020.

La Bibliothèque nationale de Guinée a été créée à l'indépendance du pays en 1958, mais a été fermée à partir de 1986, faute de moyens. En avril 2018, dans le cadre de la clôture de l'événement Conakry Capitale mondiale du Livre, **une nouvelle Bibliothèque nationale a été inaugurée, entièrement financée par le budget national.** À cette occasion, le chef de l'État a exprimé sa volonté de numériser les collections de la Bibliothèque nationale et de construire un palais de la Culture pour la jeunesse guinéenne³⁷. Le Président a procédé aussi à la remise de cent mille livres aux écoles publiques offerts par la ville de Wroslaw en Pologne, capitale mondiale du livre de l'année précédente.



FAIBLESSES

UN CADRE LÉGAL INSUFFISANT

Au niveau international, la Guinée n'est pas signataire d'importants accords internationaux pour le secteur (Florence, Nairobi, Beyrouth, Paris et Genève).

Au niveau national, à l'heure actuelle, la dynamique lancée par la nomination de la Guinée comme capitale mondial du livre ne s'est pas traduite en une législation encadrant le secteur du livre. Celle-ci s'avère pourtant indispensable pour régler les **obstacles d'ordre légal, économique, politique et institutionnel,** mais aussi les **problèmes liés à l'absence de**

régulation du marché du livre et de la faible professionnalisation des acteur·ices du livre³⁸.

La Guinée est aussi le seul pays du panel étudié qui **déclare ne pas avoir de plan national de développement de la lecture.**

L'ABSENCE DE RÉGULATION ET DE POLITIQUE DE PRIX DU LIVRE

Outre la **problématique du taux d'analphabétisme qui constitue un handicap structurel majeur pour le marché du livre, l'absence d'une politique de prix du livre,** est une entrave supplémentaire à son développement.

Les tarifs douaniers imposés sur l'importation des livres, sur les équipements d'imprimerie et sur les intrants (papier, encres, films, plaques, ordinateurs, etc.) **a une forte incidence sur le prix de vente du livre.** Le coût de ces matériaux, souvent importés, constitue la charge la plus importante des frais de production du livre. Le coût du papier seul peut représenter plus de 30 % des frais de production.

Aussi, en l'absence d'une régulation publique, le prix du livre reste volatile et peut varier à chaque maillon de la chaîne : les différent·es vendeur·euses (éditeur·ices, libraires, bouquinistes, etc.) fixent un prix d'acquisition à leur discrétion, fonction, soit du mode d'acquisition (importé ou acquis sur place), soit de la remise accordée par les éditeur·ices, soit du transport. Cette situation conduit à une très grande diversité de prix d'un point à l'autre du pays³⁹.

37 Alpha Condé inaugure la nouvelle Bibliothèque nationale, Conacryinfo.com, 23/04/2018.

38 Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, Mamadou Aliou Sow, août 2006.

39 Idem.



© 2019 - SKD - Sansy Kaba Diakité dans sa librairie l'Harmattan Guinée à Conakry

L'ABSENCE D'AIDES INSTITUTIONNELLES

Par ailleurs, en Guinée, **aucun maillon de la chaîne du livre n'a d'accès direct à des subventions ou à des prêts bancaires**, ce qui réduit considérablement les possibilités de développement de l'industrie du livre. Une étude diagnostique de 2016 sur l'industrie du livre de Guinée⁴⁰, réalisée par l'Association nationale des éditeurs guinéens, sous la direction d'Aliou Sow, liste les contraintes suivantes pesant sur le secteur, qui restent d'actualités en l'absence d'aides publiques et d'une loi sur le livre :

- **la cherté du prix** du livre ;
- **la non-participation des acteur·ices aux rencontres internationales** (foires, salons, etc.) ;
- **le manque de promotion des livres** édités et les frais encourus dans les médias d'État ;
- **l'absence de soutien financier de l'État** à la création littéraire et scientifique ;

- **la rareté d'opportunités de formation** (ateliers et résidences d'écriture), localement et à l'étranger ;
- **le non-paiement des droits d'auteur·ices** par certains éditeur·ices ;
- **la maîtrise imparfaite du français, langue d'écriture ;**
- **l'absence de sensibilisation et de formation des bibliothécaires** à l'usage et la promotion des publications en langues nationales.

À cette liste, s'ajoutent **la difficulté de l'accès aux devises** pour les acteur·ices aux différents maillons de la chaîne du livre, et les **coupures régulières et prolongées de l'électricité** en Guinée.

L'ABSENCE DE MOYENS FINANCIERS DES ACTEUR·ICES INSTITUTIONNELLES

Au niveau institutionnel et opérationnel, **la DLLP ne dispose pas de budget propre,**

40 Ibid.

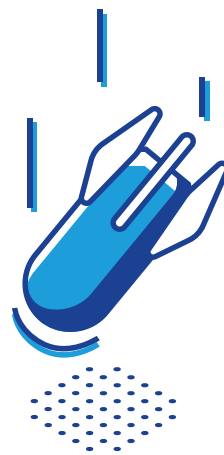


© Ecole en Guinée - Global Partnership for Education

puisque le budget culturel est partagé avec celui du Sport, dont les actions sont souvent prioritaires⁴¹. **Cette absence de visibilité budgétaire empêche toute planification d'activités.** La DLLP ne peut donc pas envisager de politique de soutien pérenne des acteur-ices de la chaîne du livre et encore moins mettre en place une politique d'animation ou d'acquisition d'ouvrages de jeunesse.

Il ressort par ailleurs des documents et des entretiens, qu'en **l'absence d'une politique nationale en matière de bibliothèques et de lecture publique en Guinée**, le secteur de la lecture publique (bibliothèques, centres de documentation, archives nationales) évolue dans un environnement peu favorable, notamment du **fait des très faibles ressources allouées par l'État**. Les ressources disponibles sont strictement dédiées au fonctionnement, au détriment des investissements et des actions. La subvention dédiée au CELPAC

ne permet même pas les déplacements sur le terrain des agent-es du siège central. Les structures sont, dès lors, très fortement dépendantes de financements extérieur.



MENACES

LE PROGRAMME PRÉSENTÉ POUR OBTENIR LE LABEL DE LA CAPITALE DU LIVRE EST RESTÉ INACHEVÉ

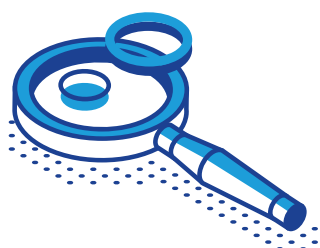
Les Points lectures présentés dans le dossier et dans le programme pour obtenir le label de l'UNESCO n'ont toujours pas de statuts juridiques et sont gérés par des bénévoles. De nombreux Points lectures ont déjà fermé **et cette ten-**

41 Un ministère de la Culture a été créé suite à un remaniement ministériel intervenu lors de l'écriture du rapport. À la date de rédaction, le nouveau ministre de la culture n'a pas été nommé. L'ancien ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine Historique est désormais scindé en un ministère en charge des Sports et un autre dédié à la Culture et au Patrimoine Historique. *Nomenclature du gouvernement Kassory III : voici les ministères maintenus, nouveaux et supprimés*, Guinée News, 18 janvier 2021.

dance risque de se poursuivre sans réaction politique.

De la même manière, la Bibliothèque nationale de Guinée, inaugurée pourtant en avril 2018, est quasi inopérante et ne disposerait pas, à sa tête, de cadres spécialisé-es dans le secteur du livre.

Par ailleurs, le dépôt légal à la Bibliothèque nationale n'est pas obligatoire, mais se fait sur la base du volontariat. Il n'est pas enregistré sous un ISBN propre à la Guinée mais à travers la nomenclature française. **Cette situation est un indicateur d'une faible organisation de la chaîne du livre et souvent, d'un désintérêt de l'action publique envers ce secteur.**



OPPORTUNITÉS

UNE ENVIE DE RETOUR SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le territoire guinéen a été, pendant longtemps, isolé et fermé : pendant la Première République de Sékou Touré (1958-1984), puis la Deuxième République de Lansana Conté (1984-2008) qui accède au pouvoir par un coup d'état militaire, suivi par le coup d'état de Moussa Dadis Camara (2008) qui conduit à une suspension partielle de coopération française avec la Guinée, à la suite du massacre de Conakry⁴². **L'État guinéen souhaite désormais revenir sur la scène internationale.**

Des accords sont signés avec le FMI et différents partenaires pour soutenir le développement national. Ainsi, la Guinée a également accepté d'être **co-organisatrice de l'événement des États généraux du livre en langue française dans le monde**, au côté de la Wallonie Bruxelles, du Québec, de la Suisse, de la Côte d'Ivoire, de la Tunisie, la France et l'OIF. Le ministère de la Culture a affirmé son engagement fort pour le projet : il est impliqué dans la programmation et assurera une représentation politique de haut niveau à l'événement, témoignant de sa motivation à œuvrer pour la promotion et le développement du livre en Guinée.

SOUTENIR LES EFFORTS DÉPLOYÉS POUR FAIRE DE LA GUINÉE LA CAPITALE AFRICAINE DU LIVRE

Dans ce contexte, le MSCPH affiche toujours son **ambition de faire de Conakry la capitale de la littérature africaine**, au même titre que Ouagadougou est considérée comme la capitale du cinéma africain. La vraie opportunité qu'offre le projet Ressources éducatives est de **poursuivre ou de relancer la dynamique portée par l'ensemble des acteur-ices pour développer la littérature en Guinée**, afin que ces efforts n'aient pas été vains. Les pistes de plaidoyer seraient de **soutenir la ratification des accords internationaux**, d'encourager **l'adoption de la politique nationale du livre**, et de participer à la mise en œuvre d'un soutien financier aux acteur-ices du livre et de la lecture publique. À ce stade, **un Fonds d'Aide à l'Action culturelle (FODAC)** aurait été créé par le MSCPH mais n'est apparemment pas encore opérationnel.

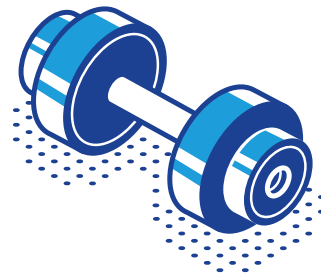
42 Le 28 septembre 2009, au stade de Conakry, les militaires ont ouvert le feu sur les manifestant-es, faisant plusieurs centaines de mort-es. Les manifestant-es s'étaient réuni-es pacifiquement pour demander à Dadis Camara de tenir parole et de ne pas se présenter aux présidentielles. Dans un rapport détaillé publié le 17 décembre 2009, *Human Rights Watch* (HRW) fait état de « meurtres, agressions sexuelles et autres abus perpétrés pour la plupart par des membres de la Garde présidentielle guinéenne ». HRW a déterminé un nombre de victimes décédées se situant probablement entre 150 et 200.

PRISE EN COMPTE DES ENJEUX LIÉS AU LIVRE ET À LA LECTURE PAR LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE

Ce critère vise à évaluer la prise en compte des enjeux liés au livre et à la lecture par la communauté éducative (ministère de l'Éducation, organismes chargés de la formation initiale et continue des enseignants, chefs d'établissements, corps enseignant...).

La Guinée a réussi à mobiliser différents partenaires internationaux autour de son système éducatif grâce à un plan sectoriel ambitieux pour la période 2020-2029 qui pourrait résonner avec le projet Ressources éducatives. Cependant la quasi-absence de bibliothèques scolaires, l'absence de bi-

bliographie nationale d'ouvrages jeunesse, la faiblesse du niveau des enseignant-es, et la difficulté d'accès aux manuels scolaires pourraient freiner la réussite du projet.



FORCES

UN PLAN SECTORIEL D'ÉDUCATION (PSE) 2020-2029 AMBITIEUX

Le gouvernement guinéen a comme ambition d'offrir à tous les enfants une éducation de base gratuite allongée à dix ans. Actuellement, **67 % seulement des élèves achèvent le cycle primaire en Guinée**. Le gouvernement place cette problématique au



centre de la stratégie sectorielle décrite par **le Programme Décennal de l'Éducation en Guinée (ProDEG) 2020-2029**.

Il entend y répondre par **une réforme globale de l'enseignement de base**. Ce programme est porté par **les trois Ministères du secteur** : le ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), le ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle, de l'Emploi et du Travail (METFP-ET) et le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS).

LE PSE PRÉVOIT LA RÉVISION DES CURRICULA ET LA DOTATION DE MANUELS SCOLAIRES ET DE SUPPORTS D'APPRENTISSAGE

Les diagnostics sectoriels pointent plusieurs faiblesses dans le système éducatif guinéen que le ProDeg entend régler. En particulier **les faibles résultats des élèves aux évaluations**, liés à la problématique de la maîtrise de la langue, à un taux de redoublement et d'abandon très élevé en Guinée **et à l'insuffisance en manuels scolaires et autres supports (notamment ludiques) d'apprentissages**⁴³.

PROGRAMME PRIORITAIRE 2 : QUALITÉ ET PERTINENCE DES ENSEIGNEMENTS

Les principaux défis auxquels répondent ce programme et ses sous-programmes :

1. Des faibles niveaux d'acquisitions scolaires aussi bien au primaire qu'au secondaire ;
2. Des conditions d'encadrement, notamment la disponibilité d'enseignants qualifiés, largement perfectibles ;
3. Insuffisance de manuels d'élèves ainsi que d'autres matériels ludiques essentiels aux apprentissages ;
4. Des lenteurs dans l'introduction des innovations en méthodes pédagogiques ;
5. Inefficacité du dispositif de formation initiale et continue des enseignants ;
6. Faible encadrement et suivi des enseignants à tous les niveaux ;
7. Inadéquation entre les filières du secondaire et celles du technique professionnel et du supérieur ;
8. Faiblesse du dispositif d'évaluations standardisées et d'examens nationaux couplé à une quasi-absence de l'utilisation des données générées par les évaluations pour le pilotage de la qualité.

Le dernier diagnostic du secteur de l'éducation dresse un portrait assez sombre de l'état de la qualité des apprentissages en Guinée dont les principaux défis sont récapitulés ci-haut.

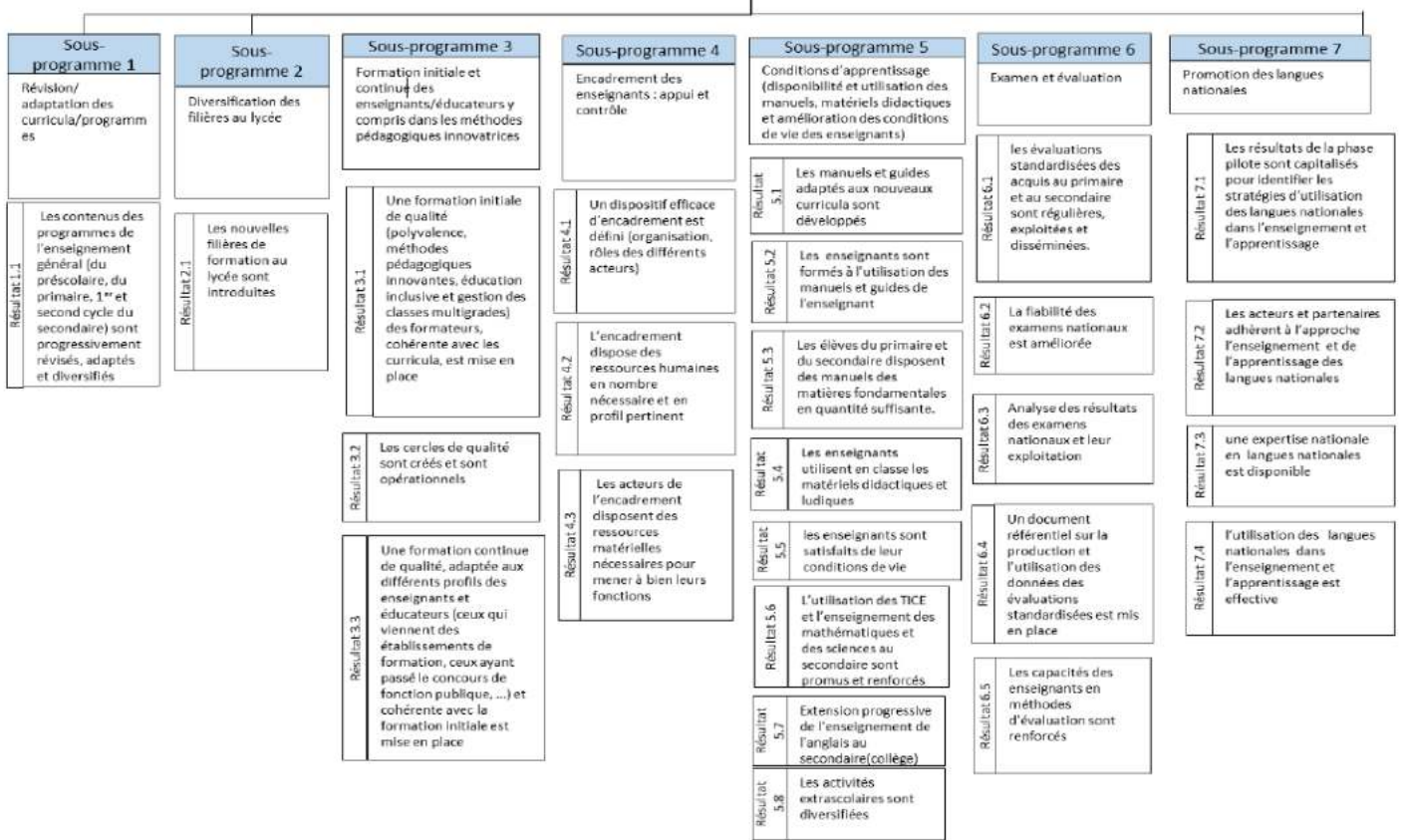
La qualité des intrants pédagogiques est désignée comme une des causes de cette situation : le curriculum, le profil des enseignant-es et les matériaux didactiques sont défaillants. Ainsi, le projet pourrait contribuer à l'atteinte de plusieurs objectifs du plan sectoriel :

- La révision et l'adaptation progressives du *curricula* et des programmes (Sous-programme 1) ;
- L'adaptation des formations initiales du personnel enseignant, et un renforcement de la formation continue des enseignant-es et du personnel d'encadrement (Sous-programme 3) ;

- Des meilleures conditions d'apprentissage par une meilleure disponibilité du matériel didactique et de manuels par élève (sous-programme 5) ;
- La poursuite de l'expérimentation de la promotion des langues nationales comme vecteur d'apprentissage (sous-programme 7).

Par ailleurs, un important programme **de construction pour le préscolaire et le primaire** est prévu, **visant en priorité les zones à faible offre scolaire** et connaissant un retard de scolarisation.

PROGRAMME PRIORITAIRE 2 : QUALITÉ ET PERTINENCE DES ENSEIGNEMENTS







© 2013 - Les 72 heures du livre de Conakry - Haby Niakaté Jeune Afrique



FAIBLESSES

Malgré ces atouts, la quasi-absence de bibliothèques scolaires, une absence de bibliographie nationale d'ouvrages jeunesse et la faiblesse du niveau des enseignant-es peuvent être des freins à la réussite du projet.

UN FAIBLE ACCÈS AUX LIVRES ET AU LIEUX DE LECTURE PAR LES SCOLAIRES

D'après les informations recueillies, de nombreuses écoles de la Guinée auraient dû être équipées de bibliothèques scolaires. Des bibliothèques scolaires seraient aussi prévues dans le cadre du plan de construction scolaires du PSE. **Pourtant, en réalité, les bibliothèques ont pour la plupart été transformées en salles de classe afin de pallier le problème de surpopulation scolaire.** Le Ministère déclare par ailleurs que si la construction de salles de classe, le développement de l'apprentissage de la lecture, ainsi que la mise à disposition de manuels scolaires restent des enjeux centraux, **la question des**

bibliothèques scolaires n'est pas au premier rang des priorités politiques.

Le recensement des bibliothèques scolaires actives que nous avons pu obtenir du ministère de l'Éducation dénombre **56 bibliothèques scolaires sur les 33 préfectures.** Les bibliothèques scolaires sont fortement concentrées sur les préfectures de Kankan (11 bibliothèques) ; Kissidougou et Pitou (8 bibliothèques chacune) ; Mamou (6 bibliothèques) ; et Coyah et Dalaba (4 bibliothèques chacune).

Selon l'INRAP, l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques, qui a pour mission notamment de concevoir les outils pédagogiques, à défaut de bibliothèques, les écoles disposent en général de **magasins de stockage et de salles d'archivages pour les manuels scolaires.**

Concernant la bibliographie des ouvrages jeunesse au programme pour les enfants du primaire et du collège, **il n'existe pas de liste officielle** mise à jour par le Ministère. Selon les déclarations obtenues, **les mêmes livres seraient au programme depuis 40 ans :**

- *L'enfant noir*, Camara Laye
- *Le soleil des indépendances*, Ahmadou Kourouma
- Tierno Monemembo (plusieurs titres)
- *Amkoullel l'enfant peul*, Amadou Hampaté Bah



- Un recueil d'extraits d'Aimé Césaire
- *Les âmes du peuple noir*, William Du Bois
- *Aké, les années d'enfance*, Wole Soyinka
- Léopold Sédar Senghor (plusieurs titres)
- *Le Zéhéros n'est pas n'importe qui*, Williams Sassine

Il nous a été signalé à plusieurs reprises, que les enseignant-es ne sont pas formé-es à l'utilisation des livres et qu'elles et ils ne connaîtraient pas les auteur-ices guinéen-nes contemporain-es.

En l'absence de bibliothèques scolaires, **les enseignant-es ont aussi des difficultés pour avoir accès aux livres**. Pour ce faire, les quelques enseignant-es qui se mobilisent ont plusieurs options :

- Se déplacer à Conakry pour acheter des livres à leurs élèves ;
- Faire appel à des coopératives comme l'ONG CERD (Coopérative d'enseignement et de rédaction de documents) ;
- **Imprimer des résumés trouvés sur Internet (ce que fait la majorité des enseignant-es).**

La situation est inquiétante car, malgré tous les développements technologiques actuels, **les bibliothèques scolaires sont les lieux privilégiés d'accès aux livres et aux savoirs pour les scolaires et les enseignant-es**, et le livre reste l'instrument par lequel près de 90 % des connaissances sont diffusées en Guinée⁴⁴.

UNE FORMATION INADAPTÉE ET INSUFFISANTE

L'École Normale d'Instituteurs (ENI) et l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (ISSEG) sont les deux structures publiques qui ont la charge de la formation des enseignant-es en Guinée. L'ENI s'occupe de la formation des enseignant-es du primaire et l'ISSEG de la formation des professeur-es de l'enseignement secondaire. Outre la faible maîtrise de langue d'enseignement par le corps professoral, les sortant-es de ces institutions sont globalement insuffisamment et/ou mal préparé-es aux réalités de travail sur le terrain⁴⁵.

Jusqu'en 2000, le concours de recrutement des enseignant-es à la fonction publique n'était ouvert qu'aux seul-es titulaires des diplômes professionnels des ENI et de l'ISSEG.

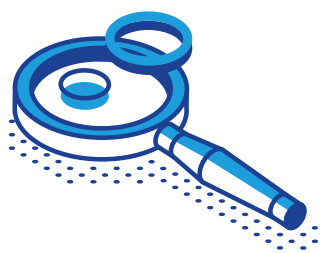
44 Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016.

45 Document cadre pour le co-financement PME/AFD/UNICEF. En appui à la mise en œuvre du Programme Décennal de l'Éducation en Guinée (ProDEG), janvier 2020.

Après cette date et suite aux revendications syndicales, les mesures d'assouplissement ont débouché sur des dérogations à ce principe. **Le recrutement est désormais ouvert à toute personne titulaire du diplôme académique exigé pour le niveau d'enseignement.** Le recours aux enseignant-es payé-es par les communautés et aux vacataires conduit à des niveaux académiques variables en fonction des établissements.

Au total, la proportion d'enseignant-es ayant suivi une formation initiale professionnelle est très faible : 26 % dans le primaire et 45 % dans le secondaire pour l'année scolaire 2016-2017 avec des différences significatives en fonction du statut de l'école et selon les régions. D'autre part, le dispositif de formation continue actuel est inefficace et pas suffisamment consolidé⁴⁶.

Enfin, **le métier d'enseignant-e pâtit d'un manque d'attractivité** qui est lié aux conditions d'enseignement et, notamment, à des questions de rémunération.



OPPORTUNITÉS

DES INNOVATIONS VISANT LA PROMOTION DE PRATIQUES PÉDAGOGIQUES

Le gouvernement guinéen a mis en œuvre, depuis une dizaine d'années, un certain nombre d'initiatives pédagogiques expérimentales dont l'objectif est la promotion d'un

environnement lettré. Ces initiatives sont toujours en cours et **parmi elles, trois en particulier pourraient être articulées avec le projet Ressources éducatives.**

- L'INRAP met en œuvre depuis 2014 un programme expérimental **visant l'amélioration des compétences en lecture en début de scolarité.** Il bénéficie d'un soutien du Fonds Commun pour l'Éducation de base (FoCEB). Le programme d'amélioration de la lecture précoce dit « EGRA » couvre 250 écoles dans les 8 régions, avec une stratégie passant par **la formation et la dotation en supports pédagogiques d'enseignant-es** et d'encadrant-es pédagogiques, l'utilisation de techniques de suivi et d'encadrement pour ces dernier-es et pour les parents d'élèves et enfin, l'application régulière du test EGRA aux écoles expérimentales et à un groupe témoin. **Le taux de réussite au test EGRA est passé de 14 % en 2013 à 28 % en 2014, 32 % en 2016 et 62 % en 2017.** Par ailleurs, on constate, du point de vue des apprentissages scolaires, qu'EGRA a tendance à réduire nettement les différences entre filles et garçons d'une part, et entre élèves ruraux et urbains de l'autre⁴⁷.
- Le projet ELAN « École et Langues nationales en Afrique » soutenu par l'OIF et l'AFD « vise la promotion et l'introduction progressive de **l'enseignement bilingue articulant une langue africaine et la langue française au primaire, en particulier dans les écoles des zones rurales,** pour remédier à l'échec scolaire dû à la difficulté d'acquisition de la langue française ». La mise en œuvre du projet date de 2017 en Guinée et a concerné dix écoles dans la région de Kindia et en Basse-Guinée dont la langue maternelle est le Soso.

46 Ibid.

47 Note technique EGRA, INRAP, 2020.



© 2020 - UNICEF Guinée - Formation des enseignants campagne « Retour à l'école » à l'INRAP

Une évaluation de ses performances et de ses perspectives d'extension en Guinée est prévue dans le cadre du ProDEG. ELAN vise ainsi à répondre à la problématique de la langue des premiers apprentissages en Guinée. **Si les résultats sont concluants, il s'agira d'un projet interministériel qui ouvrira des perspectives pour la chaîne du livre jeunesse guinéenne.**

- Enfin, la GIZ développe depuis plusieurs années le projet FIERE « Projet Filles Éduquées Réussissent » dans les régions de Labé puis de Mamou et de Faranah. Aux côtés de soutiens plus classiques aux écoles, ces interventions incluent la promotion de pédagogies actives et inclusives visant explicitement à permettre la réussite de toutes les filles par des renforcements ciblés et adaptés. Le projet aurait été une réussite. Le Ministère a opté pour l'intégration de modules en lien avec le projet dans les programmes de formation

initiale et de formation continue des enseignant-es.

Le ProDEG étant notamment fondé sur le postulat de l'importance de la formation des enseignant-es et de la qualité des livres adaptés aux enfants pour améliorer le niveau des apprentissages, toutes ces initiatives visant l'équité et, tenant compte du contexte socio-culturel et de la langue première des enfants, devraient faire appel aux auteur-ices et éditeur-ices guinéen-nes pour fournir des productions adaptées aux besoins et aux réalités des publics ciblés.

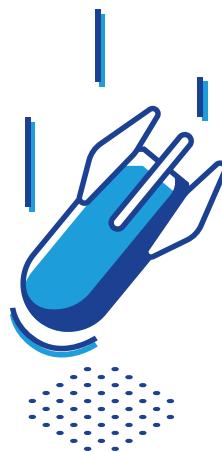
UN PLAN SECTORIEL QUI RÉUNIT DIFFÉRENT-ES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Pour mettre en œuvre le PSE 2020-2029, la Guinée a obtenu un financement du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) à titre de contribution au **Fonds commun de l'éduca-**

tion multi-bailleurs (UNICEF, PME et AFD) au service de la mise en œuvre du ProDEG. **La Guinée a obtenu 34 millions d'euros sur cinq ans de l'Agence française de Développement**, après un financement de 27,5 millions d'euros pour le plan sectoriel provisoire précédent. Le financement servira à mettre en œuvre les cinq premières années du ProDEG à compter du 1^{er} janvier 2020⁴⁸.

Pour la période précédente, le plan sectoriel provisoire avait aussi mobilisé le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME), le Fonds National de Relance et de Résilience Post-Ébola (FNRRPE), sous la supervision de la Banque mondiale (BM), de AFD, de l'UNICEF, de la banque interaméricaine de développement (IDB), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), l'agence japonaise de Coopération internationale (JICA), le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) et , enfin la GiZ. Les contributions du PME, de la Banque mondiale, de l'AFD et de l'UNICEF avaient été unies dans un même fonds, le Fonds Commun de l'Éducation de Base (FoCEB 2014-2019).

Cette mobilisation témoigne à la fois de la **détermination des bailleurs de fonds internationaux** à améliorer la situation éducative en Guinée et **de la capacité des autorités locales à maintenir des partenaires autour de la table de négociation**. Dans ce contexte, des opportunités de partenariats techniques et financiers pour le déploiement projet pourront être créées.



MENACES

L'ENJEU DU MANUEL SCOLAIRE

En 2017/2018, il était estimé qu'en primaire, chaque élève guinéen dans l'enseignement public disposait en moyenne d'environ 2,6 manuels, pour une cible de 5 manuels par élèves. **Dans les trois disciplines fondamentales (Français, Calcul et Sciences d'observation), on notera que les ratios sont inférieurs à la norme** (1 manuel pour 1 élève) aussi bien au niveau national que dans chacune des régions.

Des distributions importantes ont eu lieu en 2018/2019, dans le cadre du PSE2, mais les projections indiquent encore un manque à combler. Le Plan d'Actions Pluriannuel Budgétisé du ProDEG prévoyait ainsi l'acquisition de **plus de trois millions de manuels pour le primaire en 2020**⁴⁹. Au collège, le ratio manuel/élève au public est de 3,4 contre 6 attendus ce qui ne permet pas de couvrir l'ensemble des disciplines. Au lycée, ce constat s'aggrave avec un ratio manuel/élève de 0,4. **Certaines régions, telles que Nzérékoré, ne disposent pas de manuels pour les élèves des lycées publics**. On peut également noter qu'à l'heure actuelle, les contenus des manuels scolaires sont caducs et n'ont pas été actualisés depuis 2006.

48 [La Guinée a obtenu 38 millions \\$ pour financer son secteur éducatif sur cinq ans.](#)

49 Document cadre pour le co-financement PME/AFD/UNICEF en appui à la mise en œuvre du Programme Décennal de l'Éducation en Guinée (ProDEG), Guinée, janvier 2020.



© Global Partnership for Education - GPE

D'après le rapport sur le secteur du livre en Guinée de M. Aliou Sow⁵⁰, « **l'accès au marché national du manuel scolaire est [...] assez hors de la portée des éditeurs et des imprimeurs nationaux** ». Cette situation est nuisible pour les différent-es éditeur-ices guinéen-nes qui escomptaient une stratégie de développement fondé sur l'édition scolaire. Pour la dernière édition, Hachette a remporté l'appel d'offres international pour les manuels scolaires, et un éditeur sénégalais pour les guides pédagogiques à destination des enseignant-es. L'INRAP bénéficie d'une enveloppe financière pour l'édition des manuels et guides pédagogiques, souvent insuffisante au regard de l'augmentation du nombre d'élèves chaque année. La réimpression de ces documents se fait parfois en Guinée⁵¹. **L'accès au marché du livre scolaire est dès lors un enjeu majeur pour les acteur-ices du livre jeunesse**, car l'acquisition d'un marché représente une garantie de stabilité financière.

La stratégie de production et de diffusion des ressources éducatives comprenant la conception, l'édition, la diffusion et la distribution des ressources pédagogiques ne semble pas encore stabilisée. Les responsables éducatif-ves semblent plutôt souhaiter privilégier **un modèle de production et de diffusion endogène**. Ce processus serait mené par les instances publiques responsables au sein de l'INRAP et pourrait faire intervenir différent-es acteur-ices public-ques, notamment du secteur de l'édition privé national.

LE COMMERCE ILLICITE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES EN GUINÉE

La pénurie de ressources éducatives entraîne **une recrudescence des ventes illicites des livres scolaires qui inquiète le ministère de l'Éducation et les financeur-euses**. De nombreux manuels scolaires offerts par les bailleurs de fonds atterrissent dans les étals des marchés guinéens. L'ampleur de cette situation a justifié un audit de la Banque mondiale sur la gestion des manuels scolaires livrés dans les Directions Communales et Préfectorales en 2019⁵².

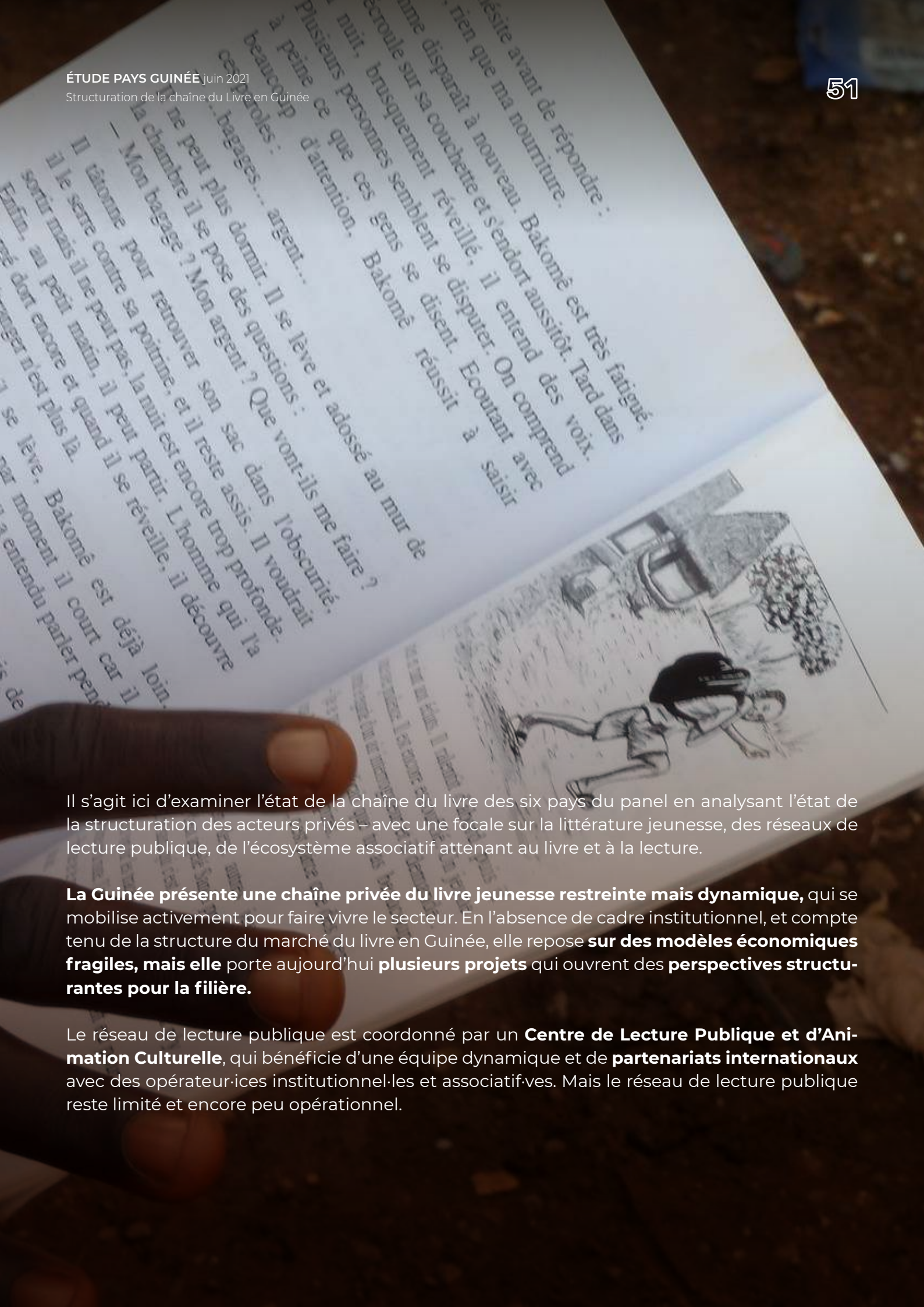
50 Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, Mamadou Aliou Sow, août 2006.

51 Compte rendu des réunions Acteurs du livre en Guinée, SCAC, Ambassade de France en Guinée, septembre-octobre 2020.

52 Dossier – Vente illicite des livres scolaires ou l'incurie de l'État : sur les traces de ce lucratif marché, Guineenews.org, décembre 2019.

A close-up photograph of a hand holding a piece of white paper with French text. The text is partially visible and includes phrases like 'Lorsque le soleil', 'Il marche rapidement', 'L'impression que les gens qu'il', 'la nuit sont à sa poursuite', 'Au bout de sa fuite éperdue, il est surpris', and 'la sortie d'un virage, non loin de lui, des gens a'. The background is dark and textured, possibly a book cover or a wall.

STRUCTURATION DE LA CHAÎNE DU LIVRE EN GUINÉE



Il s'agit ici d'examiner l'état de la chaîne du livre des six pays du panel en analysant l'état de la structuration des acteurs privés – avec une focale sur la littérature jeunesse, des réseaux de lecture publique, de l'écosystème associatif attenants au livre et à la lecture.

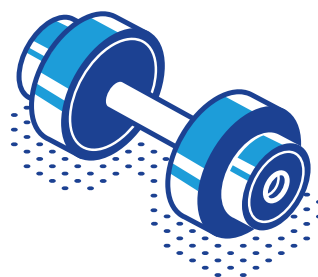
La Guinée présente une chaîne privée du livre jeunesse restreinte mais dynamique, qui se mobilise activement pour faire vivre le secteur. En l'absence de cadre institutionnel, et compte tenu de la structure du marché du livre en Guinée, elle repose **sur des modèles économiques fragiles, mais elle** porte aujourd'hui **plusieurs projets** qui ouvrent des **perspectives structurantes pour la filière**.

Le réseau de lecture publique est coordonné par un **Centre de Lecture Publique et d'Animation Culturelle**, qui bénéficie d'une équipe dynamique et de **partenariats internationaux** avec des opérateur-ices institutionnel-les et associatif-ves. Mais le réseau de lecture publique reste limité et encore peu opérationnel.

NIVEAU DE STRUCTURATION DES ACTEUR·ICES PRIVÉ·ES DE LA CHAÎNE DU LIVRE JEUNESSE

Ce critère vise à évaluer la structuration de la chaîne du livre et plus spécifiquement du livre jeunesse, en estimant notamment le nombre et niveau de professionnalisation des auteurs, des éditeurs, des points de vente, ainsi que l'existence éventuelle d'un réseau de diffusion/distribution. Il cherche également à identifier si les acteurs du livre se sont structurés en associations professionnelles.

L'industrie du livre en Guinée a pour particularité d'avoir été **très longtemps un quasi-monopole d'État**. Jusqu'à la moitié des années quatre-vingt, l'État guinéen détenait tous les moyens de production de la chaîne du livre : il concevait, produisait, imprimait et distribuait les livres et manuels scolaires, à des prix globalement plus abordables qu'aujourd'hui. Ainsi, **les différents maillons de la chaîne du livre guinéenne se sont privatisés tardivement**, en comparaison aux autres pays étudiés, et progressivement, au fil de la libéralisation du secteur⁵³. La chaîne du livre, en particulier du livre jeunesse, reste donc relativement réduite en Guinée, mais **compte des acteur·ices dynamiques qui ont su faire leur place sur la scène africaine du livre**. Malgré ses efforts pour survivre, **elle souffre de difficultés**, pour certaines communes à celles d'autres acteur·ices de la sous-région, auxquelles s'ajoutent des difficultés propres à l'histoire et au contexte guinéen.



FORCES

UNE CHAÎNE DU LIVRE JEUNESSE RÉDUITE MAIS DYNAMIQUE

La Guinée présente **une chaîne du livre jeunesse** relativement réduite mais **constituée d'un noyau dynamique d'acteur·ices privé·es**, qui se mobilisent activement pour faire vivre le secteur. Malgré de faibles moyens, en l'absence d'aide institutionnelle, **les acteur·ices de la filière livre guinéenne réussissent à développer des relations à l'étranger, à réaliser des coéditions et à être présent·es aux différentes foires et au sein des principales associations et organisations internationales** (Alliance internationale des éditeurs indépendants, le réseau d'éditeurs africains APNET, Afrilivres, l'Association internationale des libraires francophone AILF).

Cette chaîne du livre est composée essentiellement de :

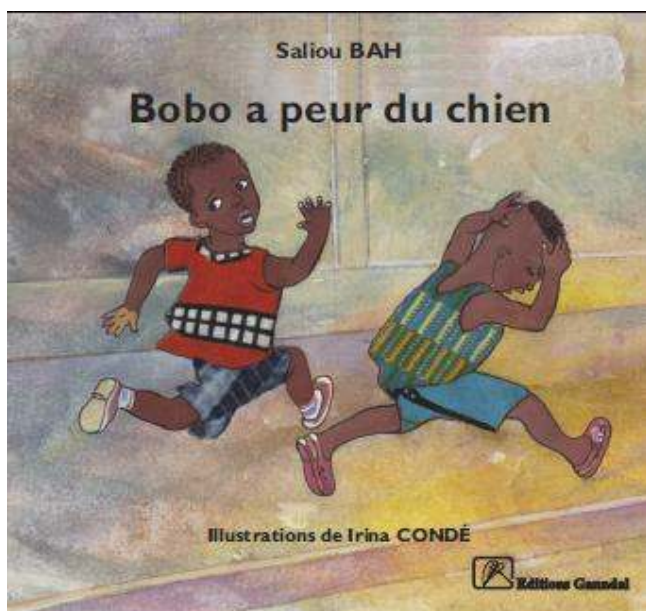
- **7 auteur·ices de littérature jeunesse** volontaires qui se sont organisés·es en association pour promouvoir la lecture et pour former des jeunes écrivain·es. Ils et elles forment régulièrement de jeunes auteur·ices dans le cadre d'ateliers d'écriture proposés par l'association et très souvent soutenus par l'ambassade de France. Les principaux·ales auteur·ices de jeunesse guinéen·nes sont Saliou Bah, Abdourahmane Pella Diallo, Abraham Sidibé, Augustin Mansaré, Bernard Peve Béavogui, Boubacar 1^{er} Diallo, Mabéty Soumah.

⁵³ La Nouvelle politique culturelle de la République de Guinée, Ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine Historique, L'Harmattan, 2018.



© 2017-2018 - Défis lecture - Éditions Ganndal

Le dernier membre, Antoine Bangour a décidé de ne plus écrire. Ils et elles sont constitué-es en association et sont tous-tes édité-es par les éditions GANNDAL.



7 éditeur-ices actif-ves qui ont édité en 2019, selon leur déclaration, au total **6 ouvrages généralistes et 7 livres jeunesse**.

Les principales maisons d'éditions sont :

- **Les éditions SAEC** – Société africaine d'édition et de communication- créée en 1990, cette maison d'édition est la première maison d'édition privée en Guinée. Elle s'est spécialisée notamment **dans les livres scolaires**, mais elle édite également de **la littérature de jeunesse**. La maison édite 3-4 titres par an en moyenne et les imprime, en général, en Guinée. Elle réalise souvent des **coéditions** avec L'Har-mattan Guinée.
- **Réputée pour ses ouvrages scolaires et parascolaires, les éditions GANNDAL** ont été créées en 1992 par Aliou Sow. Il a d'abord assis sa maison d'édition sur les manuels scolaires, avant de glisser vers la littérature jeunesse, en inscrivant un premier ouvrage de fiction à son catalogue. Intitulé *Le Scribe et le Griot*, et inspiré de contes issus du Mali, de Guinée et du Togo, celui-ci est vite devenu une référence⁵⁴. En 2016, son « Cahier d'activités multimatières » a été tiré à 100 000 exemplaires et distribué sur tout le territoire. Les éditions GANNDAL disposent d'un catalogue fourni avec plus de 370 titres répartis en collections, parmi lesquelles *Tinka* (nouvelles),

54 « Ganndal, fer de lance de l'édition jeunesse en Guinée », *Le Monde*, 28/11/2018.

La Case à palabre (romans jeunesse) et Gos&Gars (pour les lycéen·nes)⁵⁵. GANN-DAL publie sans discontinuer depuis sa création. La maison d'édition réalise un chiffre d'affaires annuel de 450 millions de francs guinéens (40 000 euros) Elle est progressivement devenue une référence aussi dans la littérature jeunesse et la promotion des publications en langues nationales et a été reconnue à la Foire de Bologne comme **meilleur éditeur africain pour la jeunesse en 2017**. Elle produit à compte d'éditeur·ice et fidélise ainsi ses auteur·ices. Les auteur·ices jeunesse guinéen·nes sont issu·es du vivier créé par cette maison d'édition, qui a impulsé la création d'associations et l'organisation de différents événements de promotion de la lecture jeunesse. **Il s'agit de l'acteur pivot du secteur de la littérature jeunesse en Guinée**⁵⁶. C'est la seule maison qui effectue un dépôt légal auprès de la Bibliothèque Nationale et des Archives Nationales⁵⁷ La maison a déjà participé à plusieurs co-éditions.

- **Les éditions Verdure** ont été créées en 2001 et sont spécialisées dans **les manuels scolaires**. Cette maison édite aussi en moyenne cinq ouvrages de littérature générale par an en moyenne en petits tirages à compte d'auteur·ice. Les éditions sont adossées à une activité d'une imprimerie.
- **Les éditions L'Harmattan Guinée** ont été fondées en 2006 par un ancien salarié des éditions L'Harmattan France. Cette maison dispose du **plus grand catalogue avec plus de 600 titres édités**, surtout

en littérature générale, mais elle compte aussi des titres jeunesse. Cette maison publie beaucoup d'ouvrages d'auteur·ices guinéen·nes et d'ouvrages numériques. C'est un acteur très actif et incontournable dans le secteur du livre guinéen. En 2017, le Président fondateur Sansy Kaba a notamment porté le dossier de présentation de Conakry comme capitale du livre et a travaillé sur le projet de loi sur le livre. L'Harmattan Guinée a choisi d'effectuer son dépôt légal à travers la Maison d'édition L'Harmattan Paris.⁵⁸

Trois autres maisons d'éditions publieraient des livres de façon moins régulières⁵⁹ : **Les Nouvelles éditions guinéennes** créées en 2001, spécialisées en livres scolaires ; **Les éditions Tabala**, créés en 2004 et spécialisées en littératures générales et manuels scolaires ; **Les éditions Balanzan** créées en 2008, qui publient quelques romans et des fascicules de projets pour les bailleurs de fonds et Ministères guinéens.

Enfin, deux autres jeunes maisons d'édition ont été évoquées en entretien : les **éditions Plumes inspirées** qui se spécialisent dans la publication de poèmes et de nouvelles par de jeunes talents ; la jeune **maison d'édition Elohim**, créée en 2016, qui vise à accompagner les jeunes acteur·ices dans la production du livre et la promotion de la langue nationale.

Le réseau de librairies guinéen est aussi relativement jeune et se concentre essentiellement à Conakry. En 2017, la politique nationale culturelle recense 11 librairies et diffuseur·euses à Conakry, alors que seules quatre librairies ont été déclarées pour l'étude.

55 « Aliou Sao l'éditeur qui fait lire la jeunesse guinéenne », *Jeune Afrique*, 14/03/2018.

56 *Pour une présentation plus complète.*

57 *Compte rendu des réunions Acteurs du livre en Guinée*, SCAC, Ambassade de France en Guinée, septembre-octobre 2020.

58 *Ibid.*

59 *Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée*, Mamadou Aliou Sow, août 2006.

Les principales librairies sont :

- **L'Harmattan Guinée**, qui propose un important fonds en sciences humaines, en essais et documents, en littérature. Elle dispose d'ouvrages sur toutes les problématiques sociologiques, politiques, anthropologiques, culturelles des pays du Nord comme du Sud, en particulier sur l'Afrique. Elle offre un fonds quasi exhaustif des publications sur la Guinée. L'organisation linéaire de ses rayons rend possible l'installation de tables au milieu de l'espace pour accueillir des réunions. **L'espace est ainsi en permanence ouvert aux jeunes** qui viennent discuter des livres qu'ils et elles ont lus, aux écrivain-es qui passent échanger ou s'enquérir de la vente de leur livre, aux séances de dédicaces qui permettent la rencontre des lecteur-ices et des auteur-ices ;
- **Le « Carrefour de Guinée »**, ouvert en 2002, dispose d'un magasin de 100 m² et importe des livres en Guinée depuis 2005 ;
- **« Les Rivières du Sud », affiliée aux Editions SAEC ;**
- **Clair du monde**, créée en 2006, propose sur 100 m², de nombreux ouvrages (littérature, jeunesse, manuels scolaires) et possède également un rayon papeterie. Elle compte une équipe de trois personnes et organise régulièrement des animations culturelles ;
- **La Maison du Livre** propose un large choix d'ouvrages en littérature, sciences humaines, gastronomie et bien-être, tourisme, livres scolaires et parascolaires, BD et manga, presse. Elle se veut aussi être un espace accueillant dédié à la jeunesse avec des romans pour ados, des albums pour les plus petit-es et des jeux. Elle dispose, elle aussi d'un rayon papeterie et de matériel pour les beaux-arts et les loisirs créatifs⁶⁰.



Librairie Carrefour Guinée



© 2021 - Maison du livre de Conakry - l'accueil de la librairie et les libraires

60 La Maison du livre, Librairesfrancophones.org, 2021.

Outre ces librairies, **il existe de nombreuses papeteries**, souvent informelles, qui vendent également des livres au programme scolaire. Il est difficile d'estimer leur nombre. Enfin, **il existe environ 300 bouquinistes informel-les à Conakry**, et probablement autant sur le reste du territoire national.

DES ACTEUR·ICES STRUCTURÉ·ES EN ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Ces différent-es acteur-ices sont structurés-es en associations professionnelles.

Les principales sont :

1. L'ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS DE GUINÉE (AEG) ;

Selon le rapport de 2016 de Aliou Sow, cette association a été créée en 2007, à la suite d'un projet lecture publique initié par les autorités guinéennes, avec le soutien de la coopération française. Son but est d'implanter des bibliothèques de lecture publique sur tout le territoire national. Il a été constaté à cette occasion qu'il manquait d'ouvrages sur la littérature jeunesse, et plus particulièrement des ouvrages rédigés par des auteur·ices guinéen·nes sur les réalités de la Guinée. Cette association a donc été **créée dans le but**, d'une part, de faire **la promotion des auteur·ices de littérature jeunesse** dans le pays et, d'autre part, de **sensibiliser, initier et former les jeunes auteur·ices en littérature enfantine et de jeunesse**. Aujourd'hui elle regroupe une dizaine d'écrivain·es ayant publié/ou ayant un manuscrit prêt à l'être avec une publication moyenne de 10 livres, la totalité de ces livres est éditée par les éditions GANN DAL⁶¹.

2. L'ASSOCIATION DES AUTEURS DE LITTÉRATURE DE JEUNESSE (AAJ) ;

L'association des auteurs de jeunesse a été créée en 2007. Ils et elles étaient 9 membres à l'origine et, suite à deux décès, **elle compte désormais 7 membres**, dont un qui n'écrit plus. La faîtière de cette association est l'AEG. Jusqu'à 2019, les activités étaient seulement tournées vers la promotion du livre : des rencontres auteur·ices-lecteur·ices dans les établissements, pendant les salons du livre et le colloque sur la littérature de jeunesse qui a eu lieu en 2018. **Depuis 2019, l'association est orientée vers la formation de jeunes auteur·ices** aux techniques d'écriture en partenariat avec les éditions GANN DAL. L'association a formé les 11 auteur·ices à l'écriture de fiction en littérature jeunesse. Entre 15 et 20 manuscrits de jeunes ont été reçus par l'association en 2020.

3. L'ASSOCIATION DES JEUNES ÉCRIVAINS DE GUINÉE (AJEGUI) ;

L'AJEGUI a officiellement lancé ses activités en octobre 2020, avec le soutien du Président Alpha Condé, à travers une conférence-débat au point de lecture de Matoto avec pour thème « Bilan de la littérature guinéenne après 62 ans d'indépendance ». Elle se focalise notamment sur la **promotion de la littérature guinéenne et celle des jeunes écrivain·es guinéen·nes qui ne sont pas connus du grand public**. Elle prévoit d'organiser plusieurs actions dont l'organisation de soirées littéraires et d'un concours littéraire pour les jeunes⁶².

Le secteur est aussi structuré par une **Association nationale des éditeurs de Guinée (ASSEGUI)**, l'**Association des Libraires de Guinée (ALG)** (qui est la seule association di-

61 *Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée*, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016.

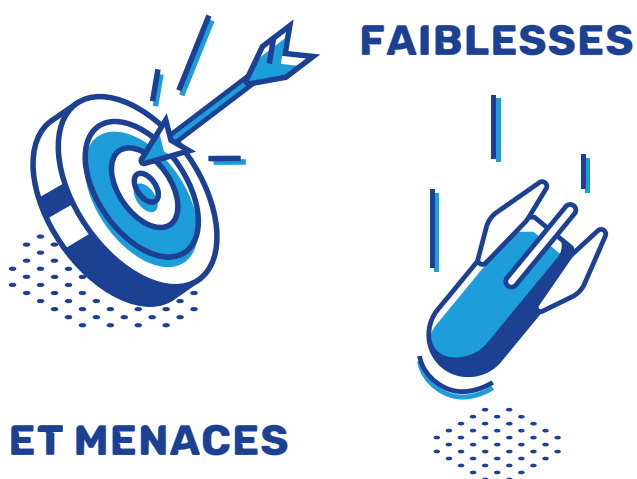
62 *L'association des jeunes écrivains de Guinée lance officiellement ses activités*, Actualitefeminine.com, 04/10/2020.



rigée par une femme), **une Association nationale des Muséographes, Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes de Guinée (ANMBAD) et une Association des Bouquinistes de Guinée (ABG)** créée en 2016 qui compte 255 membres-adhérent-es avec pour principale fonction la distribution de livres d'occasion. Enfin, une **Association des journalistes littéraires** vient d'être créée.

constatés sont :

- **L'absence de cadre légal** régulateur des relations interprofessionnelles ;
- **La structure du marché du livre** jeunesse caractérisée par la faiblesse de la demande, qui ne peut compter sur l'achat de la part des parents et du grand public, dont un fort pourcentage est peu lettré et n'a pas l'habitude l'achat de livres loisirs ;
- **Le prix de revient du livre**, inadapté aux marchés locaux ;
- **L'absence de formation aux métiers du livre** qui impacte **la qualité et la quantité de l'offre** rendant la production **peu qualitative et peu compétitive** pour atteindre un marché international ;
- **Un soutien public insuffisant** ciblant, en particulier, le nœud critique du maillon éditorial ;
- **L'absence de réseau d'impression et de diffusion.**



ET MENACES

DES DIFFICULTÉS GÉNÉRALES RENCONTRÉES PAR LES DIFFÉRENTS MAILLONS

La chaîne de production et de commercialisation du livre jeunesse en Guinée, malgré ses efforts pour survivre, souffre des difficultés communes à celles des acteur-ices de la sous-région, auxquelles s'ajoutent des difficultés propres à l'histoire et au contexte guinéen. Les six défis majeurs à caractères généraux

À ces difficultés globales s'ajoutent celles rencontrées par chaque acteur-ice de la chaîne du livre guinéenne.

DES AUTEURS GUINÉENS CHERCHANT UNE RELÈVE

Une des préoccupations majeures actuelles des auteur·ices jeunesse guinéen·nes, dont beaucoup ont dépassé la fleur de l'âge, est de **former une relève**. Aujourd'hui, les sept auteurs de jeunesse reconnus, organisés en association, et accompagnés par la coopération française, caressent l'espoir de susciter de jeunes talents, en dispensant différentes techniques d'écriture.

Du point de vue des éditeur·ices, les auteur·ices jeunesse guinéen·nes rencontrent aussi des difficultés à matérialiser leur production avec des manuscrits qui pourraient **gagner en envergure géographique et élargir le marché**. En outre, les auteur·ices ne communiqueraient pas suffisamment entre elles et eux et ne fréquenteraient pas assez les événements, formations, foires et salons internationaux, qui pourraient leur permettre de développer leurs travaux.

Du point de vue des auteur·ices, avec un seul éditeur jeunesse en Guinée, certain·es ont **des difficultés à se faire éditer**, avec le temps d'accompagnement que cela nécessite. La **faible cadence des publications** est citée comme un problème central, **source de démotivation**. Le délai entre l'acceptation d'un manuscrit par l'éditeur·ice et la publication serait très long – souvent plus d'un an. Les auteur·ices guinéen·nes déclarent avoir peu de connexion avec les maisons d'édition d'autres pays. Dès lors, **aucun·e des auteur·ices ne vit de ses œuvres littéraires**.

Enfin, les auteur·ices jeunesse ne travaillent pas avec **les illustrateur·ices guinéen·nes qui seraient plutôt orienté·es vers la presse**. Les collaborations sont très ponctuelles, et à

l'initiative des éditeur·ices.

DES MAISONS D'ÉDITION AVEC UN MODÈLE ÉCONOMIQUE FRAGILE...

Les maisons d'édition guinéennes ont globalement peu de personnel. Celui-ci n'est pas formé et, souvent, maîtrise mal la langue de production, en particulier le français. Les éditeur·ices guinéen·nes historiques **cherchent aujourd'hui à transmettre leurs sociétés mais sont freiné·es** par le manque de formation des nouveaux·elles venu·es aux métiers du livre.

Les dirigeant·es sont confronté·es à des problématiques à chaque étape du processus, de la production à la commercialisation : **tous les intrants à la fabrication du livre sont taxés** en Guinée et souvent très fortement, comme le papier et l'encre. **Les éditeur·ices paient également des taxes pour importer les livres**. Par conséquent, de **nombreux·ses éditeur·ices ne margent pas sur les prix des livres jeunesse** pour ne pas décourager davantage les potentiel·les acheteur·ses. Compte tenu **de la faiblesse de leur trésorerie, les tirages et les productions sont faibles**. La Guinée a publié 7 ouvrages jeunesse en 2019. Quant aux ventes, malgré le tarif relativement attractif en Guinée – de l'ordre de 25 000 francs guinéens (2,50 euros) – certaines maisons d'éditions doivent aussi faire appel au parrainage d'entreprises locales⁶³ ou survivent grâce au **financement de leurs fondateur·ices**. Souvent, la production et l'impression sont faites à l'étranger. Pour produire à un prix raisonnable et permettre une diffusion plus large, **le recours à la coédition serait alors de plus en plus recherché**⁶⁴.

63 « Ganndal, fer de lance de l'édition jeunesse en Guinée », *Le Monde*, 29/11/2018.

64 *Compte-rendu de la réunion entre le Projet Ressources Éducatives – Rencontre virtuelle avec les éditeurs jeunesse dans le cadre du salon international du Livre jeunesse de Conakry 20/11/2020.*



© 2017-2018 - Défis lecture - Éditions Gannal

... DEVANT PALLIER L'ABSENCE DE SOUTIEN DE L'ÉTAT

En l'absence de soutien de l'État guinéen :

- pour soutenir des actions de promotion à l'occasion des foires du livre à l'international (Paris, Montreuil, Bologne, ...) ;
- pour soutenir l'édition ;
- pour permettre l'accès des éditeur.ices guinéen.nes au marché et appel d'offres nationaux sur le livre scolaire jeunesse ;
- pour financer des bourses ou des formations.

Les maisons d'éditions guinéennes, avec leurs faibles moyens, **doivent souvent se substituer aux pouvoirs publics**. Elles **portent ainsi avec des partenaires externes les plus grandes manifestations** littéraires du pays, **financent les déplacements et formation de leurs auteur.ices** etc. Dès lors, être éditeur.ice professionnel.le en Guinée semble relever de la vocation et de l'engagement.

LES MAILLONS FAIBLES : L'IMPRESSION, LA DIFFUSION ET LA DISTRIBUTION

Pour des raisons tarifaires et de taxation, il n'existerait pas vraiment de maillon **de l'impression en Guinée**. **L'impression et le transport seraient moins chers** et de meilleure qualité en Tunisie, à l'Île Maurice, à Dubaï ou en Inde. Comme dans de nombreux pays d'Afrique, les acteur.ices organisent souvent des **réseaux informels de distribution**.

Parmi les quatre ou cinq librairies les plus réputées à Conakry, aucune n'est spécialisée en jeunesse et les éditeur.ices rencontrent des difficultés pour y vendre leurs ouvrages. Les libraires préféreraient en effet des marchés captifs comme ceux des manuels scolaires. Une tension latente existe entre libraires et éditeur.ices en Guinée.

Le déficit de l'offre de livres à des prix accessibles a aussi ouvert la voie aux librairies « par terre ». Elles offrent une très large gamme de livres, allant du livre scolaire, prédominant, aux romans, essais, traités de science et dictionnaires, ouvrages religieux, etc. Ne supportant pas ou peu de charges liées à la distribution (taxes, impôts, frais de location,

frais de personnel, etc.), approvisionnés probablement par les livres piratés et **le marché noir du livre scolaire**, les bouquinistes peuvent vendre ces livres à des prix très réduits tout en ayant un chiffre d'affaires plus important qu'un libraire. **Le Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée de 2016 alerte sur les conséquences de la concurrence de ses réseaux informels** de librairies « par terre » – organisées en association professionnelle, avec l'appui d'associations françaises –, sur le déjà faible réseau de diffusion guinéen : « **les Associations de bouquinistes de France risquent plutôt de voir faire atterrir des quantités importantes de livres français de seconde main**, à des prix cassés et constituant du coup une concurrence déloyale aux livres produits localement. Mieux, leur proximité avec le marché noir du livre scolaire et celui des livres piratés, vendus à des prix défilants toute concurrence, constitue un facteur négatif pour la consommation du livre guinéen »⁶⁵.

Aussi il ressort des entretiens et des documents que **les associations professionnelles ne se mobilisent et ne se regroupent pas suffisamment pour développer une force de pression** sur les pouvoirs publics en vue d'une reconnaissance officielle. Il manquerait **un cadre de concertation interprofessionnel** pour leur permettre d'échanger les informations, de mutualiser leurs initiatives et de **construire un discours commun** et cohérent pour avoir plus d'impact.

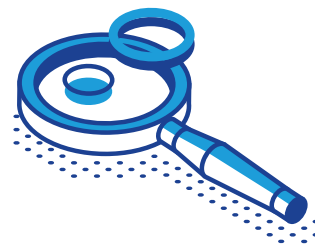
LA FAIBLE PRÉSENCE NUMÉRIQUE

Enfin, la **faible présence numérique des différent·es acteur·ices guinéen·nes** est à signaler. La plupart des acteur·ices professionnel·les de la chaîne du livre présent·es dans ce rapport sont peu présent·es en ligne

et ne disposent pas de site Internet propre. Quelques acteur·ices sont visibles soit à travers des blogs, soit des pages Facebook. Cette situation a, d'une part, rendu la collecte d'informations plus compliquées, mais aussi, d'autre part, semble confirmer **le faible taux de pénétration numérique dans un secteur qui tend, à un niveau global, à se numériser.**

LA FAIBLE DIVERSITÉ DU SECTEUR

Contrairement à la tendance à la féminisation du secteur constatée au niveau international, **les métiers de la chaîne du livre sont très majoritairement occupés par des hommes d'âge mûr en Guinée.** Il semble nécessaire, pour la vitalité du secteur, de réfléchir à la place des jeunes, à celles des femmes et, en général, à celle de la diversité parmi les acteur·ices du livre.



OPPORTUNITÉS

Plusieurs perspectives se dessinent néanmoins, dont certaines ont été conceptualisées dans la dynamique de 2017 :

65 Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016

UN PROJET D'ÉCOLE SUR LES MÉTIERS DU LIVRE ET DE LA TRADUCTION À ENVERGURE SOUS RÉGIONALE

Il ressort des entretiens que plusieurs jeunes seraient intéressé-es pour assurer la relève de la génération actuelle, tant au niveau de la conception de livres jeunesse que de leur production et de leur commercialisation. Le problème principal identifié par les ainé-es est le manque de formation. Dans la sous-région, il existe peu d'organismes de formation aux métiers du livre. Ils se limitent essentiellement à l'EBAD (École de Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes) qui est un institut de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, à l'Université Gaston Berger à Saint-Louis et à l'Université ESSTIC à Yaoundé.

Or, **un projet d'école sur les métiers du livre et de la traduction aurait été présenté dans le cadre de Conakry Capitale du livre**, sous l'impulsion de L'Harmattan Guinée. **Ce projet pourrait avoir vocation de formation sous régionale, comblant le vide laissé par le Centre africain de formation à l'édition et à la diffusion (Cafed)** – un programme de formation continue financé par l'OIF, qui a formé toute cette génération depuis les années 1990 aux divers aspects de l'édition (distribution, droit, etc.), à Tunis. Le président de Guinée aurait favorisé l'acquisition du terrain. Il est également prévu d'intégrer **une imprimerie au sein de cette école**, au service des éditeur-ices de la sous-région.⁶⁶

LA COÉDITION

Le projet Ressources éducatives est également un excellent cadre **pour impulser et développer les dynamiques** portées par des maisons d'édition comme GANN DAL et L'Harmattan pour multiplier les opportunités de coédition, permettant de réduire les coûts et

d'élargir les marchés.

LE NUMÉRIQUE

Enfin, il reste beaucoup à faire pour que **le secteur du livre prenne le virage du numérique** en Guinée. La mise à disposition d'outils numériques suppose **un accompagnement encore plus important que celui exigé pour les livres**, dans des contextes où les adultes et les enfants ne côtoient pas toujours, au quotidien, le numérique. **La numérisation crée aussi des charges fixes** et récurrentes que les communautés n'arrivent déjà pas à supporter pour les livres.

Mais avec le développement d'Internet et des téléphones mobiles, **la production de ressources numériques est devenue possible**.

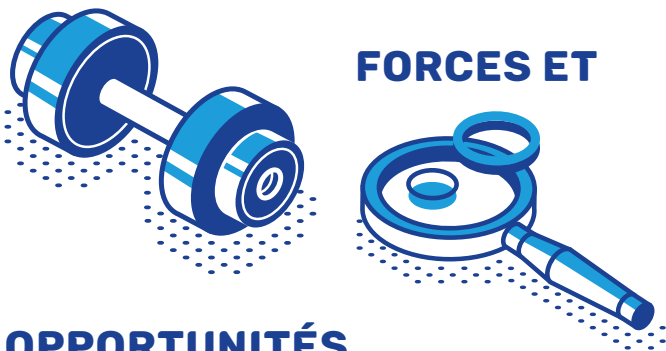
Quelques initiatives ont commencé à voir le jour en Guinée. En 2017, une table ronde a été organisée à ce sujet et les éditions GANN DAL avaient produit une douzaine de titres en partenariats avec Worldreader. Mais les contenus numériques n'ont pas été vendus en dehors du Salon. **Un tournant a eu lieu en 2020**, grâce à **l'UNESCO qui a commandé une plateforme numérique pour l'école à la maison**. Celle-ci a reçu **plus de 10 000 visiteur-ses par mois pendant quatre mois**. Cette plateforme accueillait **une vingtaine de titres de livres de jeunesse** en version électronique. À partir de 2021, les éditions GANN DAL souhaitent produire une version électronique pour chaque livre papier édité. Elles souhaitent également produire un imagier bilingue pour la petite enfance.

66 *Compte-rendu de la réunion entre le Projet Ressources Éducatives – Rencontre virtuelle avec les éditeurs jeunesse dans le cadre du salon international du Livre jeunesse de Conakry, 20/11/2020.*

RÉSEAUX DE LECTURE PUBLIQUE

Ce critère examine l'étendue des réseaux de lecture publique sur les territoires, via l'existence de bibliothèques institutionnelles ; associatives et/ou de fondation privée.

Il existe en Guinée un **réseau de lecture publique** géré par le **CELPAC**, un établissement public autonome qui accueille une assistante technique de la coopération française et qui dispose **d'une équipe dynamique et volontaire**. Malgré des **partenariats internationaux** avec des opérateur·ices institutionnelles et associatif·ves, **seules une vingtaine de bibliothèques** seraient réellement **opérationnelles** sur l'ensemble du réseau.



FORCES ET

OPPORTUNITÉS

UN RÉSEAU DE LECTURE PUBLIQUE GÉRÉ PAR UN ÉTABLISSEMENT AUTONOME

La Guinée compte sur un **réseau de bibliothèques de lecture publique coordonné** par un établissement public du ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine historique, créé en 2008, qui dispose d'une autonomie de gestion et financière : le **Centre de Lecture Publique et d'Animation Culturelle (CELPAC)**. Il est issu à l'origine de deux projets de lecture publique développés en partena-

riat avec la Coopération française (projet Aide au livre) et la Francophonie (réseau des CLAC).

Le réseau des bibliothèques en Guinée recouvre trois types d'établissements ⁶⁷ :

- **35 bibliothèques municipales/sous-préfectures** réparties sur l'ensemble du territoire ;
- **10 CLAC financés par l'OIF présents en basse et moyenne Guinée ;**
- **10 points lecture à Conakry**, actuellement co-gérés par des associations et le ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine Historique.

Le CELPAC est équipé d'un grand magasin pour stocker les dons de livres, qui sont ensuite redistribués dans les réseaux à travers le syndicat des transporteurs. La Bibliothèque nationale de Guinée récupère les livres qui n'ont pas été distribués, suite au tri effectué par les bibliothécaires du CELPAC.

Le CELPAC est composé d'une équipe de 11 agent·es, dont six cadres et une trentaine de bibliothécaires sur le terrain. **Les six cadres du CELPAC ont bénéficié de renforcement de compétences financé par le projet d'accompagnement au secteur du livre de l'Institut français/SCAC**. En octobre 2020, les agent·es du CELPAC ont ainsi pu réaliser des visites des structures dans les régions et réalisent actuellement un état des lieux du réseau.

LE CELPAC DÉVELOPPE DES PARTENARIATS ACTIFS

Le CELPAC bénéficie d'appui de coopérations bilatérales (France, Japon) et d'autres

⁶⁷ Projet d'accompagnement au secteur du livre de l'Institut français, SCAC de l'Ambassade de France de Guinée, décembre 2019.



© 2020 - BIBLIOSUD - Formation à l'expertise et l'évaluation des réseaux de bibliothèques, de cadres du CELPAC

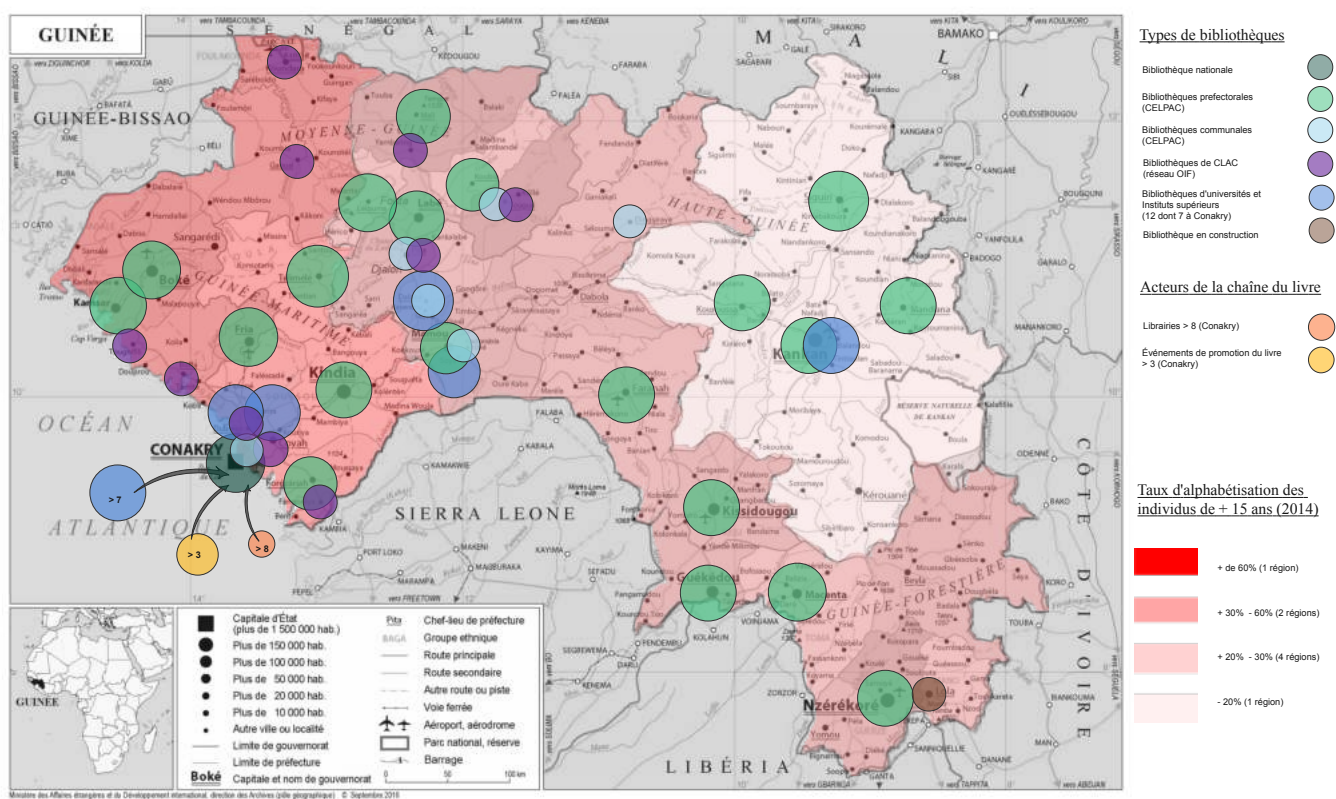
organisations d'aide (HCR et Plan-Guinée) pour la construction et l'équipement des bibliothèques. La dernière convention de coopération avec la France a permis l'acquisition de 60 % d'ouvrages à destination de la jeunesse et, en novembre 2020, la formation de 20 bibliothécaires en techniques d'animation. Les bibliothécaires ont été formé-es par le Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (COBIAC) à la médiation à travers la littérature de jeunesse, avec le concours financier du SCAC. Depuis, les bibliothécaires sont organisé-es en groupe WhatsApp et échangent sur leurs activités et pratiques.

Un projet de deuxième réseau d'extension, **avec la création de 10 CLAC supplémentaires sur la Haute Guinée et en Guinée forestière** est en cours de finalisation avec l'OIF. **Les points de lecture publique devraient également développer leurs implantations.** Avec ces nouvelles structures, la Guinée comptera plus de 60 espaces de lecture publique. L'ambition déclarée du Ministère est de couvrir les 300 communes de Guinée alors qu'une cinquantaine de bibliothèques seraient en place, toutes typologies confondues. Les collectivités souhaitant une bibliothèque municipale doivent mettre à disposition du projet un local équipé, sécurisé et électrifié et le Ministère assumerait la formation du personnel.

Le CELPAC reçoit également un appui du ministère de l'Éducation pour son fonctionnement à travers la mise à disposition de bibliothécaires, qui sont pour la plupart des enseignant-es détaché-es et certain-es toujours

rémunéré-es par le ministère de l'Éducation. Grâce à ce lien, les écoles sont ainsi les premiers partenaires des bibliothèques du réseau.

CARTOGRAPHIE DU PAYS : SECTEUR DU LIVRE ET TAUX D'ALPHABÉTISATION *



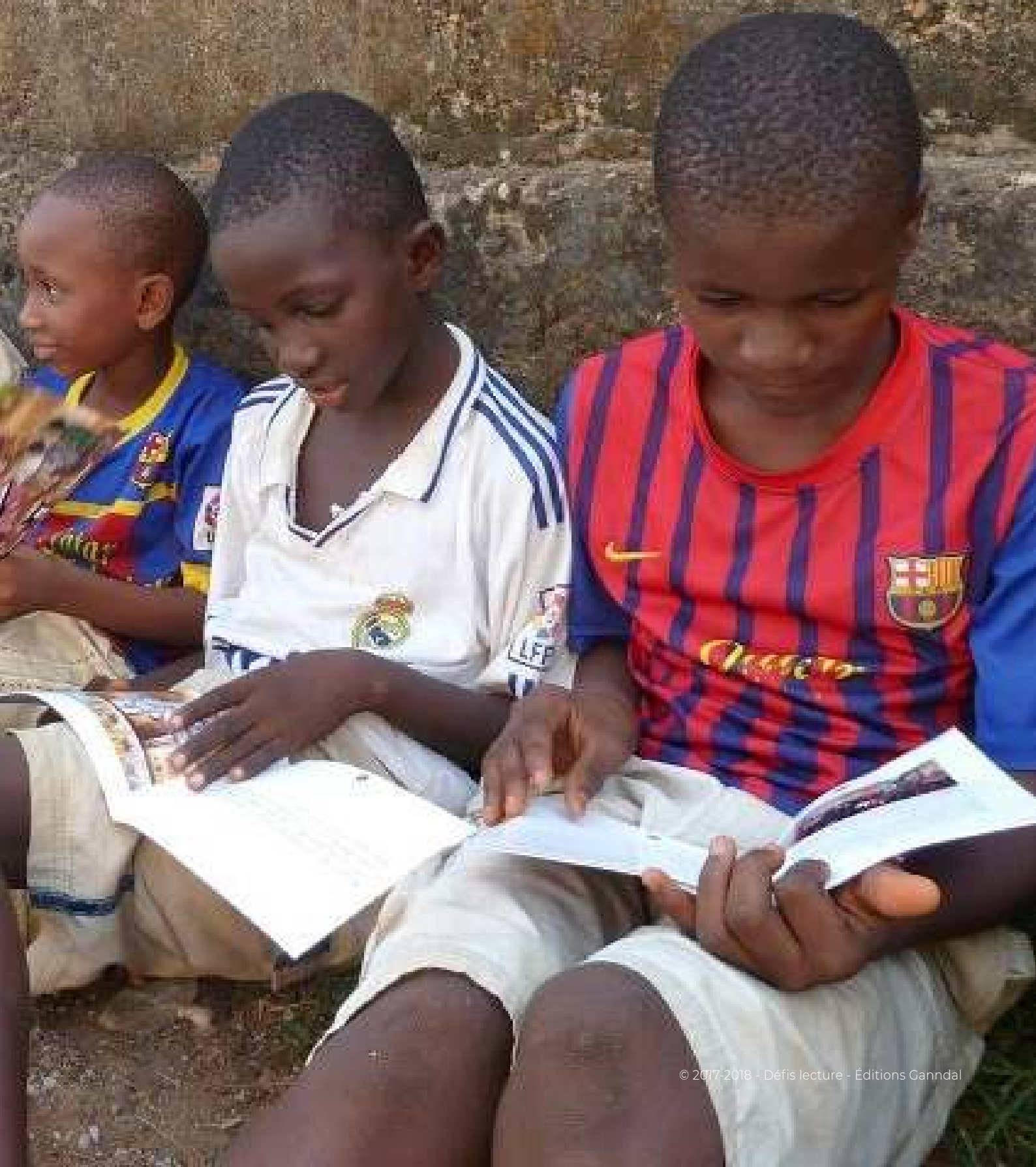
► La région de Conakry présente le taux d'alphabétisation le plus important et une forte densité d'infrastructures de lecture publique et d'initiatives privées autour du livre.

► La Guinée-Maritime et la Moyenne-Guinée présentent des taux d'alphabétisation plus élevés ainsi que davantage de lieux de lecture publique que les régions de Haute-Guinée et de Guinée-Forestière.

► Certaines régions constituent des déserts en matière de lecture publique : la région de Faranah par exemple, possède 3 lieux de lecture publique pour une population estimée à 941 554 habitants en 2014.

► La région de Kankan, la plus vaste et la plus peuplée du pays (1 972 537 personnes en 2014), présente le taux d'alphabétisation le plus fort du pays et un nombre de lieux de lecture publique limité (5).

* Carte disponible en grand format en Annexe 1.

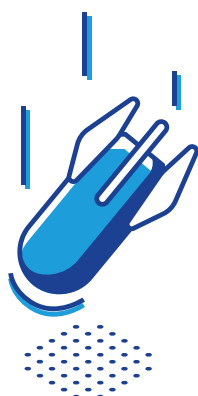




© 2019 - Association des Bibliothécaires de France



FAIBLESSES



ET MENACES

UNE INSUFFISANCE DE MOYENS

Dans leur grande majorité, les bibliothèques publiques ne bénéficient que de très peu de moyens pour leur fonctionnement.

La Bibliothèque nationale de Guinée

manque de moyens et de personnel qualifié. Un projet de transformation de la Bibliothèque nationale en un établissement public autonome dans ses finances et sa gestion serait en cours de réflexion, ce qui pourrait donner plus de lisibilité à la politique du livre.

Les réseaux publics disposent de faibles fonds documentaires, peu diversifiés, avec une très maigre présence d'ouvrages en

langues nationales (donc accessibles aux jeunes enfants), malgré leur vocation première de préservation et de valorisation de la culture nationale. Ils disposent d'un personnel souvent motivé, mais peu ou pas formé.

Le CELPAC ne dispose pas de ligne budgétaire dédiée à l'acquisition de livres.

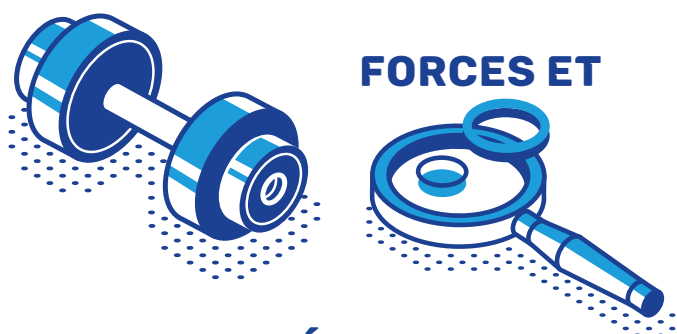
Il peut néanmoins solliciter ponctuellement des crédits du Ministère sur la base de rapports effectués par les bibliothécaires. Pour renouveler les collections, le CELPAC doit nouer des partenariats avec des associations, le plus souvent françaises, ou avec le Centre culturel franco-guinéen, qui font des dons de livres. Ainsi, l'Ambassade de France a financé le transport de 2 000 livres d'occasion provenant de France, à Noël 2020.

Le budget du CELPAC ne permet pas le déplacement des agent-es du siège sur le terrain et le développement de projets de lecture publique. L'état des lieux du réseau actuellement en cours n'a été rendu possible que grâce au concours financier du SCAC. Selon le CELPAC, sur l'ensemble du réseau **seules une vingtaine de bibliothèques seraient opérationnelles**. Le CELPAC alerte enfin sur le vieillissement du personnel bibliothécaire.

ACTEUR·ICES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE IMPLIQUÉ·ES AUPRÈS DES LECTEUR·ICES

Ce critère vise à examiner l'existence d'acteurs associatifs travaillant sur le livre et la lecture en identifiant particulièrement les associations nationales contre l'illettrisme, ainsi que des associations nationales pour la promotion du livre.

Il existe **un réseau associatif** guinéen en **fa-veur de l'alphabétisation, de la promotion de la lecture et du livre**, complété par une multitude d'associations internationales qui interviennent en Guinée sur différents sujets. Il a été néanmoins **difficile de collecter à dis-tance des données fiables et transparentes** de leurs actions.



OPPORTUNITÉS

UN RÉSEAU DENSE DE MICRO-ASSOCIATIONS

Le réseau associatif guinéen est très dense avec une variété de micro-associations œuvrant dans différents domaines : alphabétisation, *empowerment* féminin, culture, développement local etc.

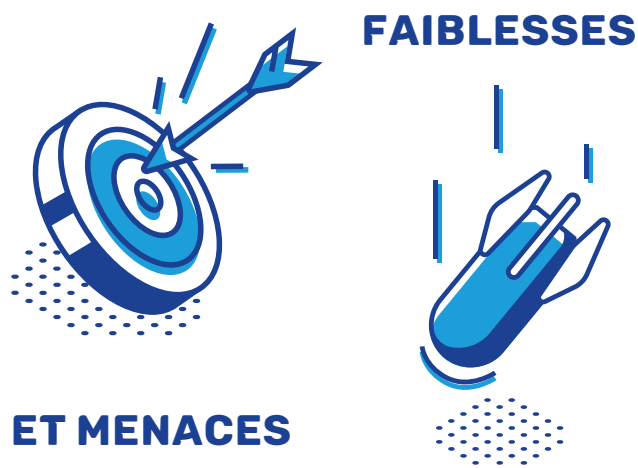
La Guinée compte au moins **trois associa-tions dédiées spécifiquement à la promo-tion du livre et de la lecture** sur le territoire :

- **APROLEC** : l'association pour la promo-tion du livre et de la lecture en Guinée qui **est la plus visible** car elle est adossée aux éditions GANNDAL. Elle organise des ac-tivités autour du livre notamment auprès des scolaires ;
- **Le Club des Jeunes pour la Promotion Littéraire en Guinée (CJPL)**⁶⁸ qui vise la promotion des nouveaux talents littéraires en Guinée. Cette organisation accom-pagne les élèves, étudiant·es et jeunes souhaitant une aide pour publier leurs ou-vrages ;
- **L'Association Guinéenne pour la Pro-motion de l'Écriture et de la Lecture en Langue Nationale (AGUIPELN)**, créée en 1991. Cette ONG est spécialisée dans la lutte contre l'analphabétisme à travers l'organisation de cours gratuits d'alphabé-tisation en langues nationales ainsi que la conception et l'édition de livres en langue nationale peul sous le nom de « Dudhal », de manuels d'alphabétisation, de nou-velles, de pièces de théâtre, de recueils de poésie, de contes, de romans, de traités d'histoire, de lexiques et dictionnaires, de traductions d'ouvrages religieux. L'ONG a aussi constitué un prix des grandes fi-gures historiques du monde du savoir au Fouta-Djalon, dont le concours littéraire Thierno Mamadou Samba Mombéya qui a permis la promotion d'écrivain·es talen-tueux·ses du Fouta-Djalon en langue peul. L'ONG organise aussi des conférences de sensibilisation du public sur l'importance de l'alphabétisation en langues nationales.

Il a été possible d'identifier quatre réseaux d'ONG guinéennes actifs auprès des lecteur-ices : le réseau Pamoza, le réseau guinéen des Alphabétiseurs, le réseau de promotion du Kra N'Ko, le réseau N'Ko Académie. Ces organisations mèneraient des **activités d'alphabétisation communautaire** à travers le pays⁶⁹.

Il existe également une **Association Guinéenne des Professeurs de Français** qui a été lancée en 2016 dans l'enceinte de l'**Institut supérieur des sciences de l'Éducation** de Guinée (ISSEG). Le but de cette association est de créer un lieu d'échange entre les professeur-es de français, d'être un organe consultatif auprès du Ministère et des institutions spécialisées et de contribuer **à la revalorisation de la langue française en Guinée**⁷⁰.

Enfin, de **nombreuses associations internationales** sont présentes en Guinée et proposent des formations d'animateur-ices culturel-les et/ou des dons de livre, comme le Collectif de bibliothécaires et intervenants en action culturelle (**COBIAC**) et l'association **Lire autour du monde**, qui soutiennent notamment le réseau de lecture publique via le CELPAC.



UN MANQUE DE VISIBILITÉ ET DE TRANSPARENCE ET UNE ABSENCE DE COORDINATION

Concernant les associations de la société civile, **le foisonnement des ONG et des initiatives privées** en Guinée peut être **révélateur de la richesse et de la diversité des actions** notamment en faveur de l'éducation.

Ces nombreuses petites structures possèdent des atouts dans la qualité et la connaissance du terrain. Cependant, il a été **très difficile de collecter** à distance **des données fiables et transparentes** de leurs actions. Comme pour les acteur-ices de la chaîne du livre guinéen-nes, **très peu de structures possèdent un site Internet**, probablement faute de moyens.

Il est probable que ce foisonnement de structures, non coordonnées, donne à lieu à une certaine déperdition d'information et d'énergie. Il existe un **Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne**⁷¹, créé sur financement européen en 2002, qui a reçu différents concours financiers, notamment de l'Agence française de Développement. Le conseil se présente **comme la structure faîtière représentative des organisations de la société civile** les plus significatives de Gui-

69 Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016.

70 L'Association guinéenne des professeurs de français est née, Guinée 7, 22/06/2016.

71 Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne, 2021.



© 2015 - Réouverture d'une école en Guinée - RNW.org - Martine Perret

née. Il a été, encore un fois, difficile d'obtenir des données sur son activité et sur sa représentativité réelle : les personnes interviewées ne connaissent pas cette structure, la page

Internet n'est pas mise à jour depuis de nombreuses années et la page Facebook fournit peu de données.



Conakry
Capitale mondiale
du Livre 2017

2018

ACTIONS DE MÉDIATION ET MOTIVATION DES ACTEUR·ICES





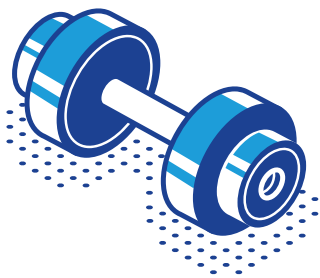
Il s'agit ici d'examiner l'état de la motivation des acteur·ices clefs, d'abord à travers l'examen des actions de médiation autour du livre développés à l'échelle nationale ; ensuite en analysant l'implication et la mobilisation des Instituts français et des acteur·ices public·ques et privé·es locaux dans le développement du projet.

Cette partie de l'étude a été fortement impactée par l'impossibilité de mener une étude de terrain, qui aurait dû nous permettre l'observation insitu des acteur·ices. L'analyse qui suit repose sur les déclarations des différents acteur·ices interrogé·es à distance durant notre étude

La Guinée est un pays très dynamique sur le livre de jeunesse. Elle présente plusieurs manifestations et actions de médiations autour de la lecture, souvent à l'initiative des acteur·ices privé·es, mais avec l'appui des autorités culturelles.

Les acteur·ices public·ques, privé·es, l'Institut français et le CCFG affichent une réelle motivation pour accueillir ce projet qui s'inscrit dans leur volonté de faire rayonner la Guinée, notamment par sa littérature.

ACTIONS DE MÉDIATION AUTOUR DU LIVRE À ÉCHELLE NATIONALE



FORCES

LES PRINCIPALES MANIFESTATIONS AUTOUR DU LIVRE

La Guinée célèbre des manifestations importantes autour du livre, à l'initiative des acteur·ices privé·es et avec l'appui des autorités culturelles. On peut citer :

- **Les 72 heures du livre**, initiées et portées par le directeur des éditions L'Harmattan Guinée et par l'Association Guinée Culture. Cet événement se tient à Conakry **depuis 12 ans** avec un pays invité d'honneur chaque année. Cet événement débute le 23 avril, **Journée mondiale du livre et du droit d'auteur**. Il réunit professionnel·les, enseignant·es, scolaires et grand public, facilitant les échanges et les découvertes réciproques. La 12^{ème} édition, annulée, était prévue en 2020. Cette manifestation mobilise pendant trois jours l'essentiel des productions littéraires du pays⁷² et devrait devenir une biennale ;
 - Le choix de l'UNESCO et de l'Union internationale des éditeurs de faire de Conakry
- la Capitale mondiale du livre en 2017** n'a été possible que grâce à l'impulsion et à l'énergie des acteur·ices privé·es, en particulier le directeur des éditions L'Harmattan Guinée ;
- Depuis novembre 2016, **le Salon International du Livre de Jeunesse de Conakry** est porté par **les éditions GANN-DAL en partenariat avec le ministère de la Culture**. L'organisation de ce Salon est aussi rendue possible grâce aux soutiens de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de la Coopération française et du Centre culturel franco-guinéen (CCFG), du bureau du PNUD à Conakry, de l'Association pour la promotion du livre et de la lecture en Guinée (APROLEC), ainsi que de plusieurs autres partenaires nationaux-ales. La première édition de ce Salon a été lancée dans le cadre des événements de Conakry capitale mondiale du livre 2017. C'est un événement littéraire et culturel réunissant chaque année, en novembre, des écrivain·es, des éditeur·ices et des libraires de l'espace francophone africain, de France et du Canada. À cette occasion, **un concours de lecture à l'intention** des élèves de l'élémentaire et du secondaire, **« Le duel des livres »**, a été organisé ;
 - **Le festival Bulle d'encre** est organisé par Youssouf Ben Barry, alias Oscar Barry, dessinateur et caricaturiste guinéen, président de Bulles d'encre (Festival de BD et dessin de presse, 4^{ème} édition en 2020) ;
 - La toute nouvelle **élection de « Miss littérature Guinée »**⁷³ vise **la formation de la relève littéraire féminine africaine**. Elle est animée par un club de jeunes, le « Club

⁷² Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016.

⁷³ Miss Littérature Guinée 2020, Kadiatou Grace Camara remporte la couronne, Génération 224, 13/12/2020.

Iris »⁷⁴. Fin 2020, une dizaine de candidates ont été retenues avec pour objectif d'étudier le roman *Ne les laissez pas cotiser pour mon cercueil*, de Fatoumata Sanoh. La nouvelle « Miss littérature Guinée » ira à la conquête de la couronne sous-régionale, en juillet 2021, dans la capitale bénoise.



Miss Littérature Guinée 2020



Salon International du Livre de Jeunesse de Conakry
© Ambassade de France



Salon International du Livre de Jeunesse de Conakry
© Ambassade de France



Les 72 heures du livre à Conakry

DES EXEMPLES D' ACTIONS DE MÉDIATION AUTOUR DU LIVRE

Les écoles, en lien avec les réseaux de lecture publique, **participent régulièrement à des « Défis lecture »**, des concours **qui ont pour but de sensibiliser les enfants et les parents à la lecture** et sont initiés par les éditions GANNDAL. L'objectif est également **d'améliorer les compétences des enfants en compréhension de texte**. Ces défis se font en partenariat avec des associations comme les ONG Éducation Source de Développement et les Enfants de l'Air, qui ont organisé en février 2020, le premier Défi Lecture de Haute Guinée. Cinq cents élèves de cinq collèges (Kintinian, Boukaria, Fatoya, Balato et Didi) lisent

74 Galerie des actions, Club Iris, 2021.

les livres en compétition (en l'occurrence *Vic-times 2 l'amour* par Abraham Sidibe et *En attendant la lune* de Mabéty Soumah). Ces lectures collectives et encadrées donnent l'occasion de travailler sur la compréhension et faire découvrir la littérature à certain-es élèves. Constitués en équipes, les écolier-es doivent créer des questions autour des œuvres et répondre aux questions des autres équipes. De nombreux Défis lectures sont organisés en Guinée, avec différents collèges et ONG, souvent en partenariat avec le CFCG. Des milliers d'élèves ont participé à ces défis depuis 2017 et le retour des enseignant-es semble très positif.



Défi Lecture à la Bluezone – Guinée 2020

L'Association des auteurs de jeunesse, l'Association pour la promotion du livre et de la lecture en Guinée APROLEC et les éditions GANNNDAL ont récemment lancé **le projet Biblio-Malle** pour pallier l'absence de bibliothèques scolaires. Il s'agit d'une malle ou d'une caisse contenant des livres qui circule dans les classes et fait fonction de « coin lecture » mobile. Cette malle contient entre 60 et 100 livres pour enfants, de préférence édités en Afrique. La Biblio-Malle passe une journée dans chaque classe et des activités se déroulent autour du livre. **Des expériences sont en cours dans cinq écoles, avec l'appui du ministère de l'Éducation**, grâce à un financement extérieur (des dons). Les livres pour enfants coûtent environ 3 euros l'unité.

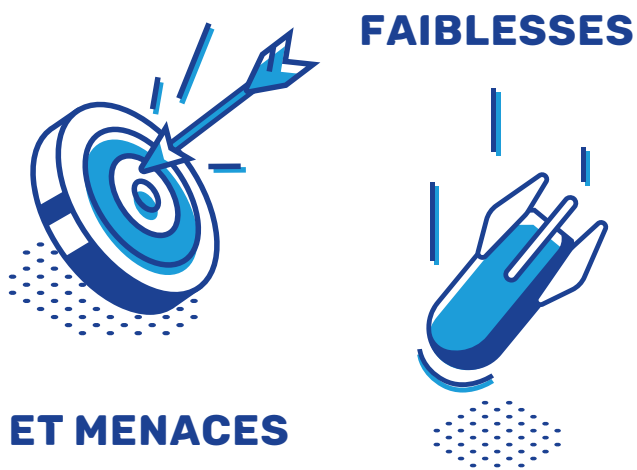
Une biblio malle pour une école de six classes coûte environ 400 euros. Les éditions GANNNDAL accordent une remise sur le prix des livres et APROLEC met à disposition une personne ressource sur l'animation et pour la formation sur les ouvrages des enseignant-es du primaire. Plusieurs éditeur-ices d'Afrique de l'Ouest, dont les éditions GANNNDAL, ont aussi racheté les droits du guide « 1001 activités autour du livre » des éditions Casterman pour l'adapter aux enfants africain-es. Ce projet de coédition est en cours de publication pour accompagner les enseignant-es dans leurs activités de médiation.



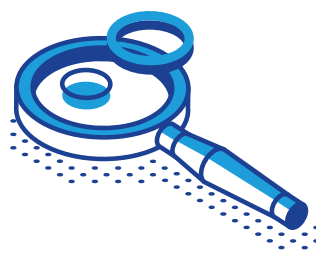
Formation bibliothécaires Biblio-Malles
© Ambassade de France en Guinée



© Éditions GANNNDAL



La centralité des éditions GANNDAL, au cœur de presque toutes les initiatives dédiées à la littérature jeunesse, **témoigne à la fois du dynamisme et de la détermination de cette entreprise** pour faire vivre la littérature jeunesse en Guinée, **et des limites et de la fragilité du secteur** dont la viabilité dépend, pour beaucoup aujourd'hui, de l'énergie de ses cadres. Pour que ces actions survivent, il est nécessaire de renforcer le secteur éditorial qui les impulse les compétences des médiateur·ices culturel·les, ainsi que de garantir un appui plus formel des autorités locales pour les projets les plus efficaces afin d'assurer une certaine pérennité des actions.



OPPORTUNITÉS

Aujourd'hui peu d'émissions radios ciblent les enfants. Mais **il existe des émissions littéraires** qui pourraient faire connaître les auteur·ices jeunesse et les initiatives culturelles auprès des parents. Il existe aussi une radio scolaire *Radio école guinéenne* (91.3 Mhz), ciblant plus spécifiquement les scolaires et les enseignant·es, que l'INRAP souhaite développer.

LES ÉMISSIONS RADIO TÉLÉVISÉES

Dans le contexte actuel de pandémie, **le ministère de l'Éducation**, par le biais de l'INRAP, souhaite **accélérer le développement de sa radio scolaire, afin de faciliter l'école à la maison et de compléter la formation des enseignant·es**. Le département « Appui multimédia » de l'INRAP élabore et diffuse des contenus multimédias pour améliorer l'approche pédagogique des enseignant·es. La Radio scolaire de l'INRAP a été créée en 1986 et, depuis les années 2000, développe un **programme d'enseignement interactif par la radio (EIR)** grâce à différents partenaires comme l'USAID⁷⁵, *Search For come on Ground* et l'UNICEF. Selon l'INRAP, ce programme a produit **352 émissions interactives destinées aux élèves et 44 émissions de méthodologies pour les enseignant·es du primaire. 5 000 postes radios à manivelle ont été distribués** aux écoles élémen-

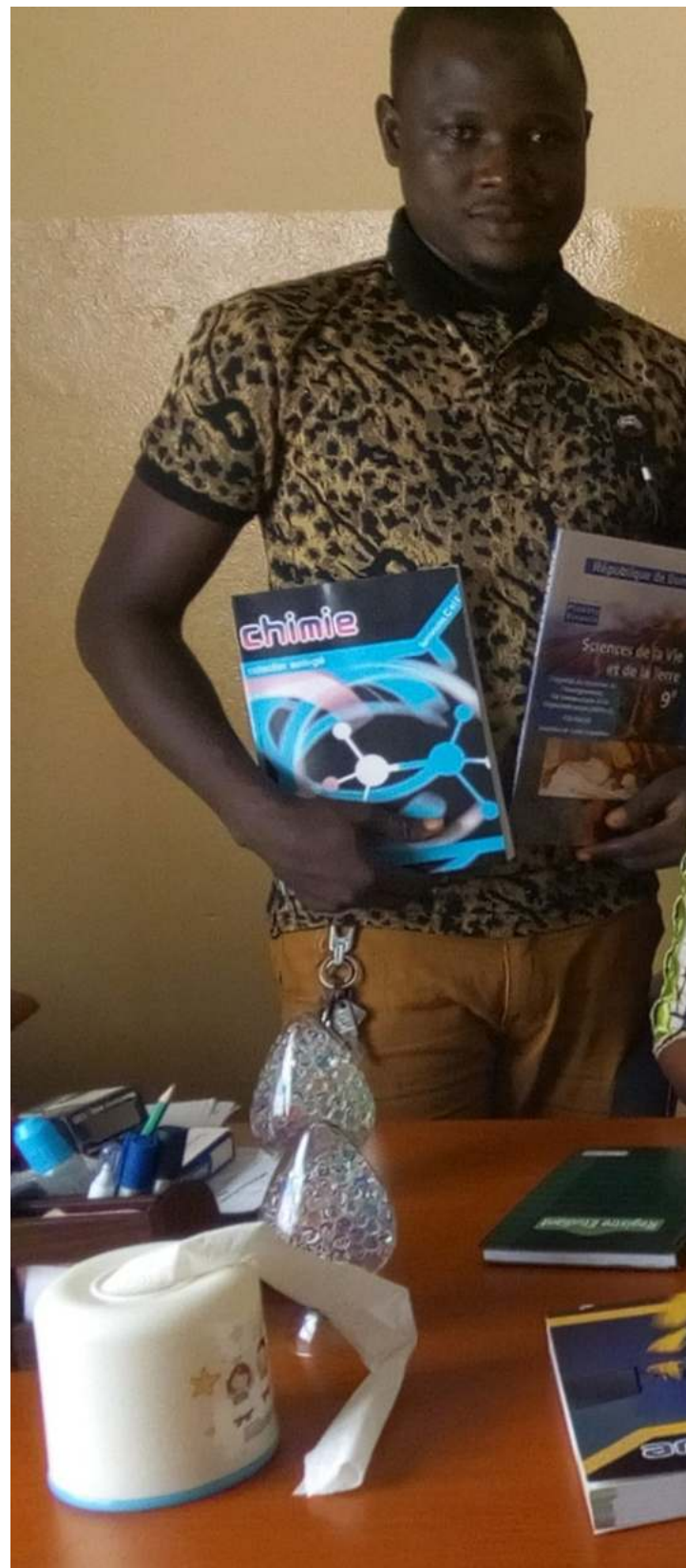


taires. Dix heures hebdomadaires ont été obtenues à la Radio nationale et autant auprès des radios rurales pour couvrir l'ensemble du territoire. Ces émissions ont été diffusées pendant 7 ans. Plus récemment, en 2015/2016, et en 2020, dans le cadre de la riposte contre Ebola et la Covid 19, avec l'appui de l'UNICEF, **la Radio Scolaire, a produit et diffusé des émissions de rattrapage scolaire et d'éducation à la citoyenneté et à l'hygiène.** Aujourd'hui, pour couvrir la totalité de la zone du « Grand Conakry », **l'installation d'un relais s'avère indispensable.** L'INRAP a pour objectif d'aménager un studio d'enregistrement et de montage d'émissions **pour élargir le périmètre d'émission et appuyer davantage le système éducatif.**

Outre la radio scolaire, la Guinée accueille aussi **des émissions littéraires à la télévision et à la radio nationale.** Les plus connues sont **l'émission « Belles Lettres »**, émise à la Radiotélévision guinéenne (RTG) après le journal de 22 heures et **« Papier- Plume-Parole »**, qui a été active pendant 34 ans sur la RTG. Après une période d'arrêt, cette émission est revenue à l'antenne en août 2020. Cette dernière émission, dédiée à la promotion de livres, revendique une proximité éditoriale avec les soirées thématiques d'Arte⁷⁶. **Les pages culturelles des principaux journaux** publics et privés constituent également des tribunes d'expression des professionnel·les du livre.⁷⁷



Émission Papier Plume Parole



⁷⁶ Retour de Papier Plume Parole sur le RTG, Mohamed Salif Keita se confie, GuinéeTime, 04/07/2020.

⁷⁷ Rapport de l'étude diagnostique sur l'industrie du livre en Guinée, par le Groupe de travail sur les livres et les matériels éducatifs, GTLME, 2016.



IMPLICATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS ET MODALITÉS DE COLLABORATION ENVISAGÉES

L'implication du réseau culturel français est mesuré à la fois sur des critères objectifs, fondés sur les déclarations des IF dans la grille évaluative, concernant leur volonté de s'engager dans le projet « Ressources éducatives » et sur des critères plus subjectifs, relatifs à l'intérêt démontré pour contribuer au bon déroulement de la mission d'expertise et de production d'études pour l'IF.

UN PROJET QUI S'INSCRIT DANS LES PRIORITÉS DU POSTE

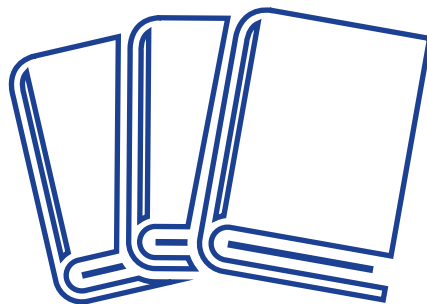
Le projet Ressources éducatives s'inscrit parfaitement dans les priorités actuelles du poste et dans le travail quotidien réalisé par le Centre culturel franco-guinéen. Le programme en cours d'appui à la diffusion et à la maîtrise du français, déployé dans le cadre du Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) en Guinée, a pour objectif d'améliorer la qualité de l'enseignement en français et de créer un contexte favorable au développement de la lecture chez les jeunes. Un volet du programme vise à **développer l'accès à la lecture**, en particulier auprès du jeune public, notamment par **la formation de vingt bibliothécaires à l'animation en littérature jeunesse**. Le projet prévoit également **la mise à disposition de bases de ressources numériques** francophones au sein de dix bibliothèques publiques guinéennes et de matériel informatique permettant d'y accéder. Un autre volet du programme **soutien les initiatives privées (formations, salons et festivals) dans le secteur du livre**.

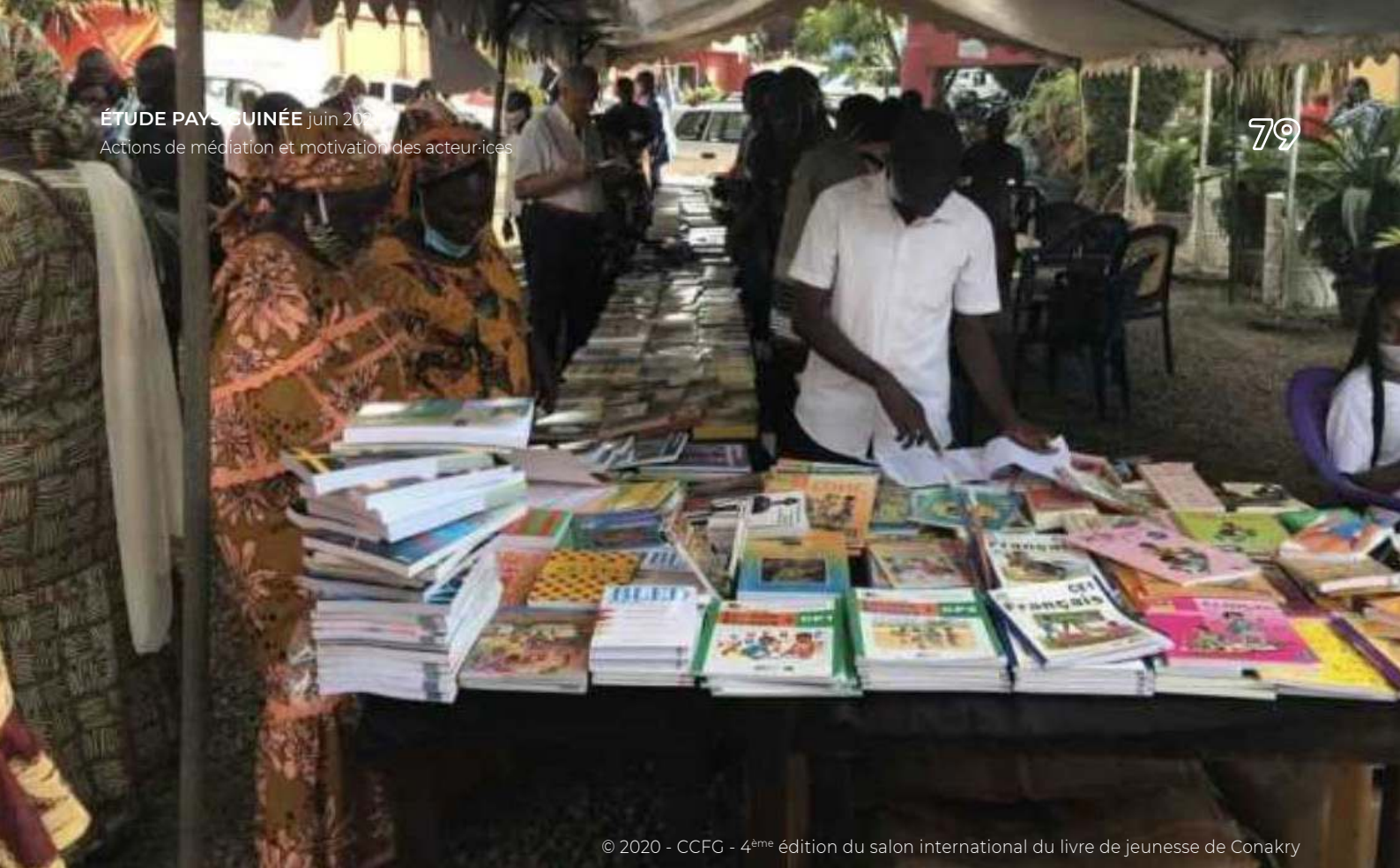
UNE VOLONTÉ DÉCLARÉE DE PORTER LE PROJET AU NIVEAU LOCAL

La direction du SCAC a affirmé vouloir porter le projet notamment à travers la signature d'une convention de partenariat, la mise à disposition de ses espaces (salles de réunion, bibliothèques, ...) et de ceux du centre culturel binational, ainsi que la mise à disposition éventuelle de temps de travail de ses RH (les modalités restent à définir).

UNE ÉQUIPE IMPLIQUÉE ET RÉACTIVE

L'équipe culturelle du SCAC s'est montrée particulièrement facilitante pour contribuer à l'étude mandatée par l'Institut français, en anticipant souvent les demandes des expert-es. **L'efficacité relationnelle, la disponibilité des équipes et leur état d'esprit constructif augurent d'une excellente collaboration avec le commanditaire pour la suite du projet.** Aussi, l'équipe du SCAC semble entretenir une relation solide avec les acteur·ices locaux·les de la chaîne du livre.





© 2020 - CCFG - 4^{ème} édition du salon international du livre de jeunesse de Conakry

IMPLICATION DES AUTORITÉS LOCALES ET MODALITÉS DE COLLABORATION ENVISAGÉES

Les autorités locales **culturelles et éducatives** contactées se montrent **motivées par les perspectives qu'offrent le projet** pour leur secteur d'activité. Ce projet s'inscrit pleinement dans l'ambition affichée collectivement de faire de Conakry la capitale africaine du livre. C'est dans ce contexte que la Guinée a acceptée d'être **co-organisatrice de l'événement des États généraux du livre en langue française dans le monde**. Les acteur·ices privé·es ont confirmé un changement de la part des ministères de l'Éducation comme de la Culture, qui depuis peu se mobilisent davantage pour soutenir toutes leurs

initiatives, même si le soutien ne se traduit pas par un appui financier. Les autorités organisent dernièrement, de façon plus régulière, des réunions de travail avec les associations professionnelles.

En outre, les autorités interviewées se sont mobilisées pour répondre aux courriels envoyés et pour transmettre tous les documents sollicités par les expert·es pour corroborer leurs déclarations. Elles s'engagent, par ailleurs, à prendre part à tout dialogue multi-acteur·ices, dans la suite de la dynamique en place, et à nommer un·e chef·fe de projet dédié·e au suivi du projet. En revanche, à ce stade, **elles ne peuvent pas garantir un engagement financier**, n'ayant elles-mêmes aucune ressource dédiée au service du livre et de la littérature jeunesse. Pour un engagement financier, il sera nécessaire de trouver des interlocuteur·ices au bon niveau décisionnaire, probablement au niveau des ministres.

CONCLUSION

Malgré un climat des affaires qui se dégrade et des mouvements sociaux récurrents, la Guinée démontre une relative stabilité politique et des indicateurs macroéconomiques en croissance. L'ensemble du pays présente des besoins importants en matière d'équipement éducatif et culturel. Ce besoin est accru dans certaines localités, notamment celles plus enclavées de la Haute-Guinée et de la Guinée forestière. Ces zones de faible pénétration de l'écrit restent néanmoins accessibles au déploiement d'un projet d'ampleur nationale d'accès aux ressources éducatives.

Les autorités culturelles s'efforcent depuis plusieurs années de redynamiser le secteur du livre, en lien avec les acteur·ices privé·es. Plusieurs décisions politiques ont été initiées pour institutionnaliser un cadre favorable au livre et à la lecture publique. Même si l'État apporte un soutien insuffisant au secteur du livre jeunesse dans sa politique de lecture publique et éducative, le projet Ressources éducatives s'inscrit en cohérence avec la volonté politique affichée par les autorités locales.

La chaîne du livre jeunesse guinéenne est réduite, mais dynamique : les acteur·ices sont présent·es sur presque toute la chaîne du livre, et sont réuni·es en associations professionnelles plus ou moins actives. Les acteur·ices sont néanmoins vieillissant·es et une seule maison d'édition porte l'essentiel de la dynamique « littérature de jeunesse ». Il est nécessaire de former une relève, plus diverse et représentative de la Guinée contemporaine, pour assurer la vitalité du secteur.

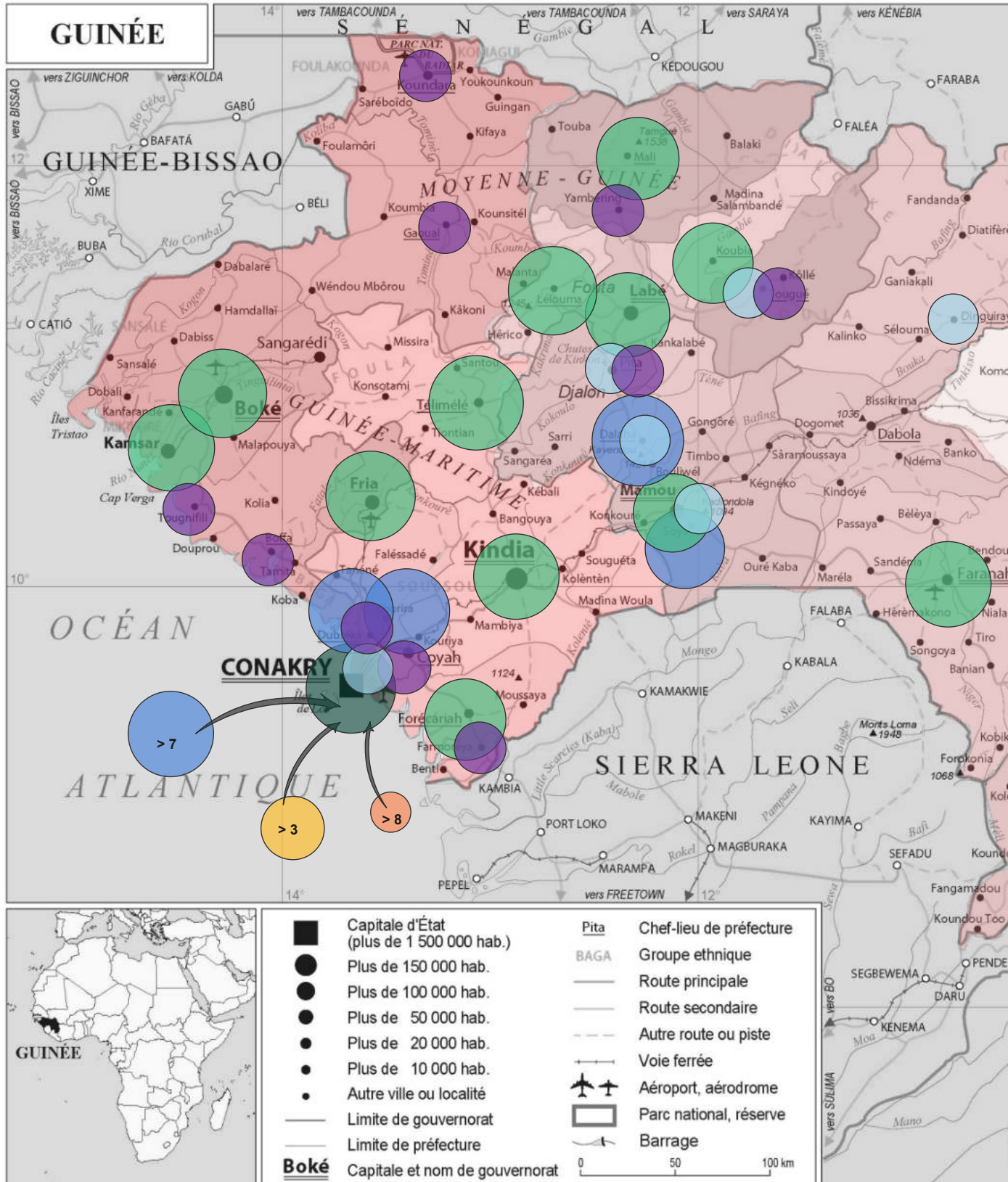
Toutefois, les Guinéens affichent de concert leur vision commune de faire de Conakry la « capitale africaine du livre ».

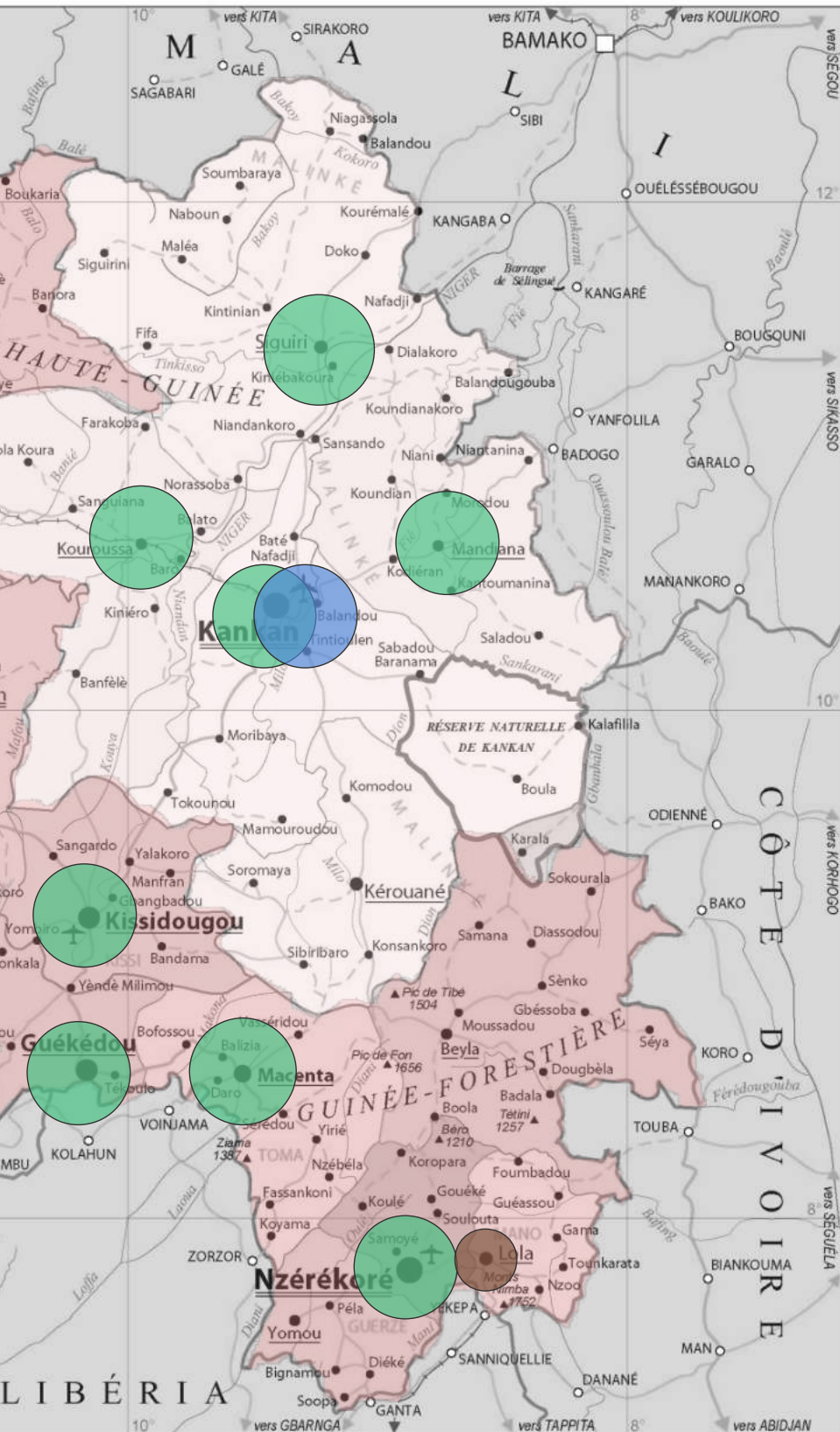
Enfin, le SCAC et l'Institut français de Guinée (IFG), portant déjà des actions en faveur du livre, se sont montrés particulièrement investis pour la réussite du projet Ressources éducatives.



ANNEXE 1 CARTOGRAPHIE DU PAYS

SECTEUR DU LIVRE ET TAUX D'ALPHABÉTISATION





Types de bibliothèques

- Bibliothèque nationale
- Bibliothèques préfectorales (CELPAC)
- Bibliothèques communales (CELPAC)
- Bibliothèques de CLAC (réseau OIF)
- Bibliothèques d'universités et Instituts supérieurs (12 dont 7 à Conakry)
- Bibliothèque en construction

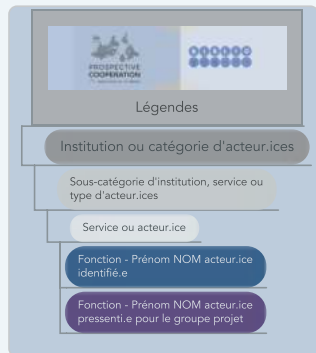
Acteurs de la chaîne du livre

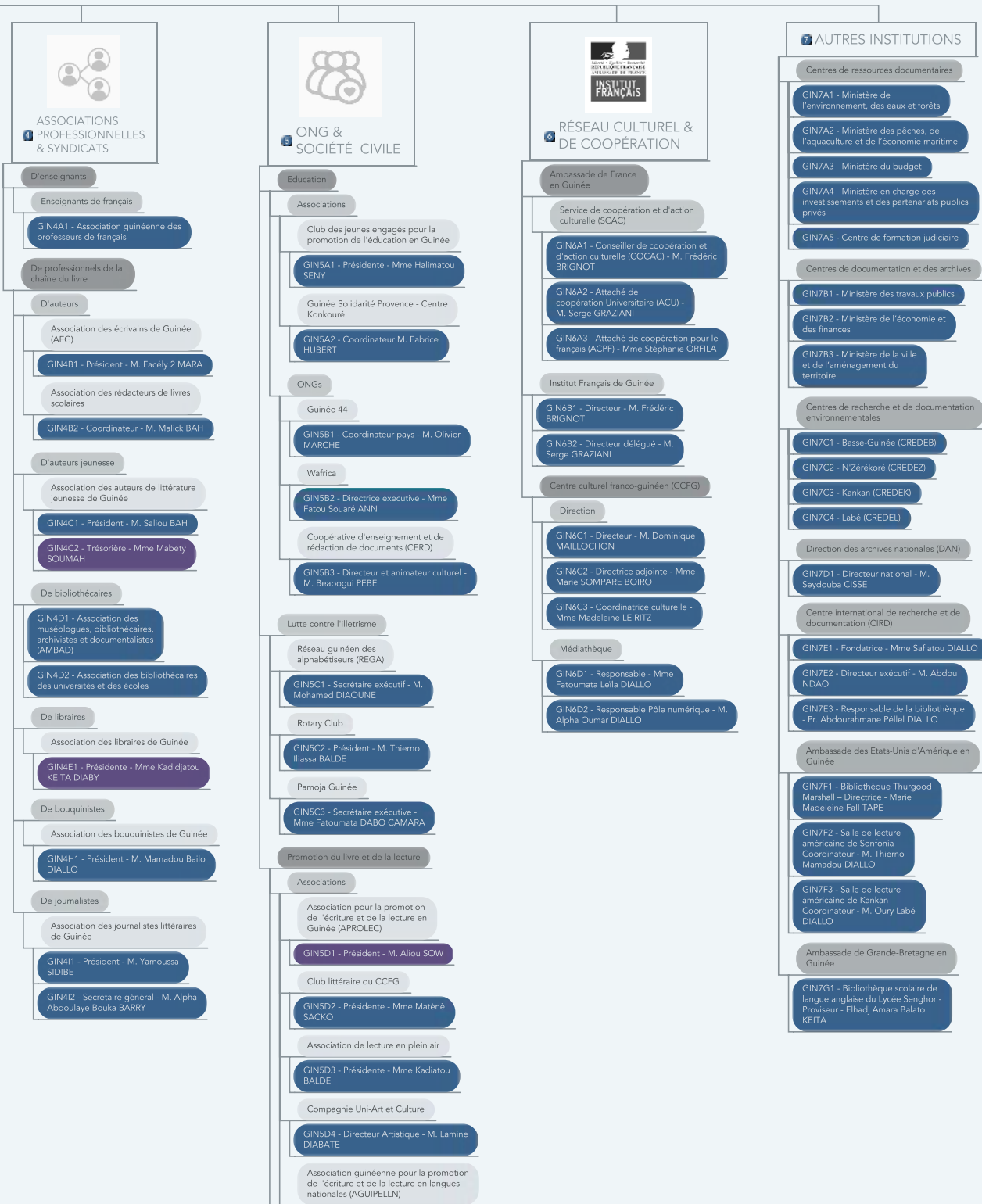
- Librairies > 8 (Conakry)
- Événements de promotion du livre > 3 (Conakry)

Taux d'alphabétisation des individus de + 15 ans (2014)

- + de 60% (1 région)
- + 30% - 60% (2 régions)
- + 20% - 30% (4 régions)
- 20% (1 région)

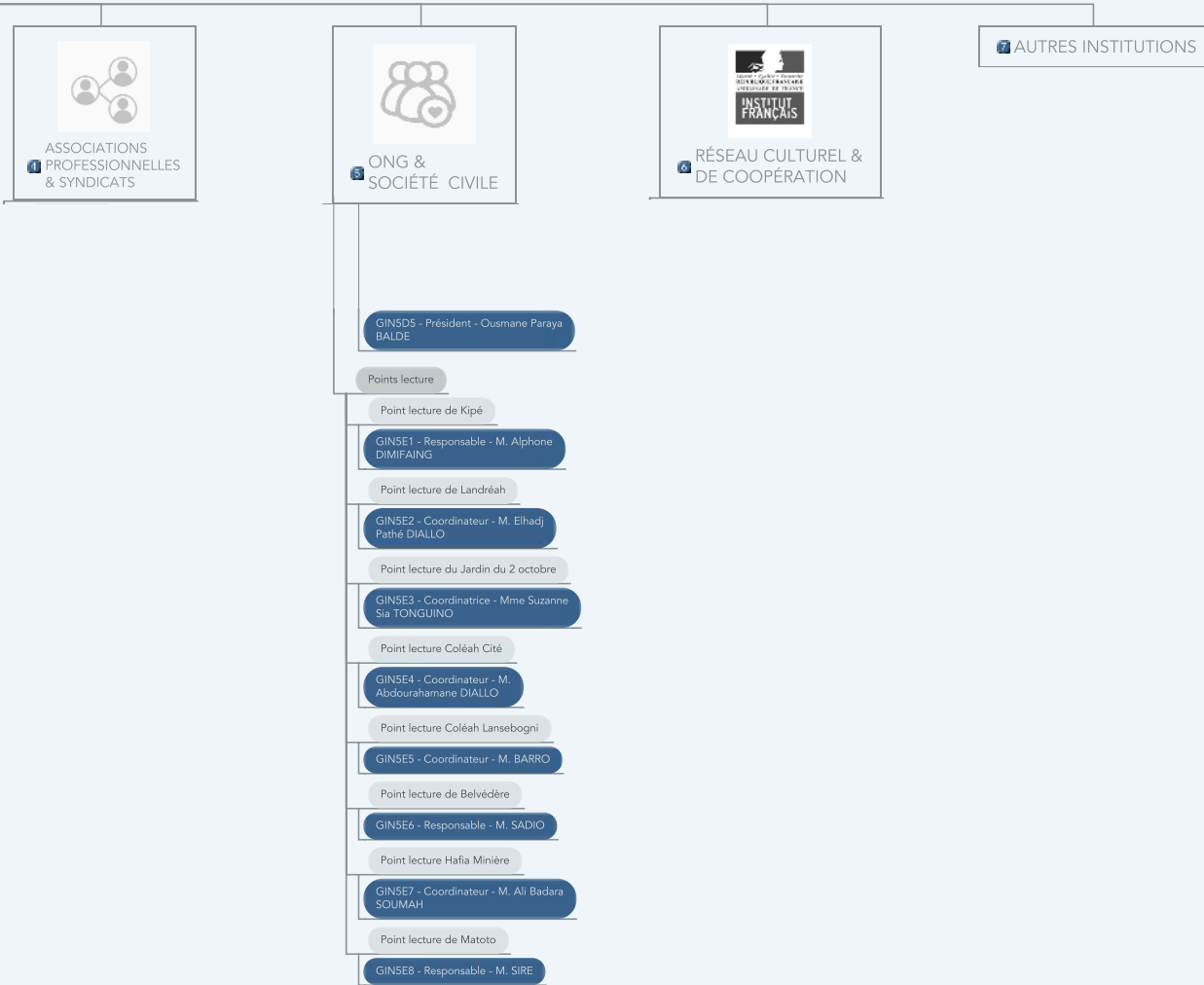
ANNEXE 2 CARTOGRAPHIE DES ACTEUR·ICES





ANNEXE 2 CARTOGRAPHIE DES ACTEUR·ICES (SUITE)





ANNEXE 3

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES DURANT L'ÉTUDE

1. **Saliou BAH** (GIN3H2), auteur jeunesse, président de l'Association des auteurs de littérature jeunesse de Guinée.
2. **Sidiki DIABY**, (GIN2G1) Institut National de Recherche et d'actions pédagogiques (INRAP).
3. **Alpha Mamadou DIALLO** (GIN1C3), chef département acquisition et documentation, Centre de lecture publique et d'animation culturelle (CELPAC)
4. **Marie-Paule HUET** (GIN3B3), directrice littéraire et auteure, éditions GANNDAL.
5. **Beabogui PEBE** (GIN5B3), animateur culturel et directeur de la Coopérative d'enseignement et de rédaction de documents.
6. **Abou SOUMAH** (GIN1B2), directeur adjoint de la Direction du livre et de la lecture publique.
7. **Aliou SOW** (GIN3B2), directeur et fondateur des Éditions GANNDAL, Président de l'Association pour la promotion de l'écriture et de la lecture en Guinée (APROLEC).

ANNEXE 4

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE PRESSE

7 MILLIARDS DE VOISINS – L'ÉDITION JEUNESSE AFRICAINE: EN CHEMIN VERS

LA RECONNAISSANCE? RFI, 2020,
<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/7-milliards-de-voisins/20201202-l-edition-jeunesse-africaine-en-chemin-vers-la-reconnaissance>.

ALIOU SAO L'ÉDITEUR QUI FAIT LIRE LA JEUNESSE GUINÉENNE, Jeune Afrique, 14/03/2018,
<https://www.jeuneafrique.com/539793/culture/guinee-litterature-aliou-sow-lediteur-qui-fait-lire-la-jeunesse-guineenne/>.

ALPHA CONDÉ INAUGURE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE GUINÉE, BANGOURA, M., Guineenews, 2018,
<https://www.guineenews.org/culture-alpha-conde-inaugure-la-bibliotheque-nationale-de-guinee/>.

ALPHA CONDÉ : « POURQUOI LA QUESTION D'UN TROISIÈME MANDAT NE SE POSE-T-ELLE QUE LORSQU'IL S'AGIT DE MOI ? », FRANÇOIS SOUDAN, *JeuneAfrique.com*, (2020) Guinée,
<https://www.jeuneafrique.com/mag/989347/politique/guinee-alpha-conde-pourquoi-la-question-dun-troisieme-mandat-ne-se-pose-t-elle-que-lorsquil-sagit-de-moi/>.

COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE EN GUINÉE. BBC NEWS AFRIQUE, NDÈYE KHADY LO, BBC, 2020,
<https://www.bbc.com/afrique/region-50059129>.

CONAKRY CAPITALE MONDIALE DU LIVRE EN 2017, Le Point, 04/10/2015,
https://www.lepoint.fr/culture/guinee-litterature-conakry-capitale-mondiale-du-livre-en-2017-04-10-2015-1970603_3.php.

DOSSIER – VENTE ILLICITE DES LIVRES SCOLAIRES OU L'INCURIE DE L'ÉTAT : SUR LES TRACES DE CE LUCRATIF MARCHÉ, Guineenews.org, décembre 2019,
<https://www.guineenews.org/dossier-vente-illicite-des-livres-scolaires-ou-lincurie-de-letat-sur-les-traces-de-ce-lucratif-marche/>.

EN GUINÉE, DES CENTAINES DE PERSONNES TOUJOURS EMPRISONNÉES APRÈS LA RÉÉLECTION D'ALPHA CONDÉ, Le Monde Afrique, 08/01/2021.

EN GUINÉE ET AU NIGER, 100 MILLIONS D'EUROS POUR AMÉLIORER L'ÉDUCATION, AFD, 2020,
<https://www.afd.fr/fr/actualites/guinee-niger-100-millions-euros-education>.

EN GUINÉE LA TENTATION DU 3ÈME MANDAT POUR ALPHA CONDÉ, TV5 Monde, 2020
<https://information.tv5monde.com/afrique/en-guinee-la-tentation-du-3eme-mandat-pour-alpha-conde>.

EN PLEINE CRISE POLITIQUE, LA GUINÉE ANNONCE LA VENUE D'UNE MISSION DE LA CÉDÉAO. LE MONDE et AFP 2020,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/16/en-pleine-crise-politique-la-guinee-annonce-la-venue-d-une-mission-de-la-cedeao_6033221_3212.html.

GANN DAL, FER DE LANCE DE L'ÉDITION JEUNESSE EN GUINÉE, Le Monde, 28/11/2018,
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/11/28/Gann-dal-fer-de-lance-de-l-edition-jeunesse-en-guinee_5389914_3212.html.

GUINÉE : BILAN MITIGÉ POUR CONAKRY, CAPITALE MONDIALE DU LIVRE, RADIO FRANCE INTERNATIONALE, 2018,
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180423-guinee-bilan-capitale-mondiale-livre-unesco-alpha-conde-analphabetisme>.

GUINÉE : CROISSANCE ET STABILITÉ-POLITIQUE, Jeune Afrique, 2020,
< <https://www.jeuneafrique.com/landing/guinee-croissance-et-stabilite-politique/>>.

GUINÉE : LE PRÉSIDENT ALPHA CONDÉ CANDIDAT À UN TROISIÈME MANDAT. LE MONDE et AFP 2020, <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/01/guinee-le-president-alpha-conde-candidat-a-un-troisieme-mandat_6050520_3212.html>.

GUINÉE CONAKRY : LE CLIMAT POLITIQUE SE TEND POUR LA PRÉSIDENTIELLE, BICHET, J., Tribune Ouest, 2020,
<<https://tribuneouest.com/2020/08/11/guinee-conakry-presidentielle-alpha-conde/>>.

GUINÉE CONAKRY, PRÉSIDENTIELLE, Alpha Conde, Tribune Ouest, 11/08/2020,
< <https://tribuneouest.com/2020/08/11/guinee-conakry-presidentielle-alpha-conde/>>.

L'ASSOCIATION DES JEUNES ÉCRIVAINS DE GUINÉE LANCE OFFICIELLEMENT SES ACTIVITÉS, Actualitefeminine.com, 04/10/2020,
<<http://actualitefeminine.com/litterature-lassociation-jeunes-ecrivains-de-guinee-lance-officiellement-activites/>>.

L'ASSOCIATION GUINÉENNE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS EST NÉE, Guinée 7, 22/06/2016,
<<https://www.guinee7.com/education-lassociation-guineenne-des-professeurs-de-francais-est-nee/>>.

LA GUINÉE SE DOTE D'UNE NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. KALOUMPRESSE, 2018,
<<https://kaloumpresse.com/2018/04/24/la-guinee-se-dote-dune-nouvelle-bibliotheque-nationale/>>.

LA GUINÉE UN MODÈLE DE CROISSANCE SANS DÉVELOPPEMENT, Le Point, 16/10/2020,
< https://www.lepoint.fr/afrique/la-guinee-un-modele-de-croissance-sans-developpement-16-10-2020-2396715_3826.php>.

MISS LITTÉRATURE GUINÉE 2020, KADIATOU GRACE CAMARA REMPORTE LA COURONNE, Génération 224, 13/12/2020,
< <http://generations224.com/miss-litterature-guinee-2020-kadiatou-grace-camara-remporte-la-couronne/>>.

NOMENCLATURE DU GOUVERNEMENT KASSORY III : VOICI LES MINISTÈRES MAINTENUS, NOUVEAUX ET SUPPRIMÉS, Guinée News, 18 janvier 2021,
< <https://www.guineenews.org/nomenclature-du-gouvernement-kassory-iii-voici-les-ministeres-maintenus-nouveaux-et-supprimees>>.

RETOUR DE PAPIER PLUME PAROLE SUR LE RTG, MOHAMED SALIF KEITA SE CONFIE, GuinéeTime, 04/07/2020,
<<https://guineetime.info/2020/07/04/retour-de-papier-plume-parole-sur-la-rtg-mohamed-salif-keita-se-confie/>>.

DOCUMENTS

ARTICLE 25, Constitution du 7 mai 2010, République de Guinée, 2010,
< <https://mjp.univ-perp.fr/constit/gn2010.htm>>.

Compte rendu des réunions **ACTEURS DU LIVRE EN GUINÉE**, SCAC, Ambassade de France en Guinée, Septembre-octobre 2020.

COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION ENTRE LE PROJET RESSOURCES ÉDUCATIVES – Rencontre virtuelle avec les éditeurs jeunesse dans le cadre du salon international du Livre jeunesse de Conakry, 20/11/2020.

DESRIPTIF, PROJET D'ACCOMPAGNEMENT AU SECTEUR DU LIVRE, Institut français, 2019.

ENREGISTREMENT, Bureau guinéen du droit d'auteur, 2010.

PROJET D'ACCOMPAGNEMENT AU SECTEUR DU LIVRE DE L'INSTITUT FRANÇAIS, SCAC de l'Ambassade de France de Guinée, décembre 2019.

PAGES WEB

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE GUINÉE, Facebook, 2021,
<https://www.facebook.com/pg/Bibliotheque-Nationale-De-Guinee-225632251250130/about/?ref=page_internal>.

CIA WORLD FACTBOOK, 2021,
<<https://www.cia.gov/the-world-factbook/>>.

CONSEIL NATIONAL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GUINÉENNE, 2021,
<<https://societecivileguineenne-cnosc.com/>>.

DONNÉES, ACLED, 2020,
<<https://acleddata.com/>>.

FRANADI X MARIE PAULE HUET, Youtube, 2020,
<<https://youtu.be/TbqafQlfiG0>>.

GALERIE DES ACTIONS, Club Iris, 2021,
<<https://clubirisguinee.jimdofree.com/galerie-des-actions/>>.

GUINÉE, ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET RISQUE PAYS, COFACE, 2020,
<<https://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Guinee>>.

GUINÉE, Lire les femmes écrivains et les littératures africaines, 2006,
<<https://aflit.arts.uwa.edu.au/CountryGuineeFR.html>>

GUINÉE, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, 2020,
<<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/guinee#securite>>.

LA MAISON DU LIVRE, Librairesfrancophones.org, 2021,
<<https://www.librairesfrancophones.org/afrique-libraires/guinee/item/627-la-maison-du-livre.html>>.

LA NOUVELLE POLITIQUE CULTURELLE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE, Ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine Historique Ed. L'Harmattan, 2018,
<<https://www.gouvernement.gn/images/Politique-culturelle-version-dite.pdf>>.

MOAMA CLUB, Facebook, 2021,
<<https://www.facebook.com/moamaclub/>>.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN GUINÉE. Banque africaine de développement, 2020,
<<https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-de-louest-guinee/perspectives-economiques-en-guinee>>.

PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, PNDES (2020),
<<https://pndesguinee.org/>>

STATISTIQUES – GUINÉE, UNICEF, 2013,
<https://www.unicef.org/french/infobycountry/guinea_statistics.html>.

STATISTIQUES ÉDUCATIVES, Institut National de la Statistique, 2021,
<<https://www.stat-guinee.org/>>.

RAPPORTS

AMÉLIORER LES CAPACITÉS DU SYSTÈME ÉDUCATIF GUINÉEN. L. Marin, UNESCO, IIEP Pôle de Dakar, 2019.

ANALYSE DE FAISABILITÉ POUR L'ÉVOLUTION DU FONDS COMMUN DE L'ÉDUCATION DE BASE (FOCEB) – RÉFÉRENCES – I&D INSTITUTIONS ET DÉVELOPPEMENT (IETD), 2020,
<<http://www.ietd.net/references/fiche20182>>.

COUNTRY PROGRAMME DOCUMENT FOR GUINEA (2018-2022), Executive Board of the United Nations Development Programme, the United Nations Population Fund and the United Nations Office for Project Services, 2017,
< https://open.undp.org/download/CPD/Guinea2018_2022.pdf>.

DE LA « BIBELOTHÈQUE » À LA BIBLIOTHÈQUE: CONAKRY, CAPITALE MONDIALE DU LIVRE 2017, DIALLO, K. Z., UNESCO, 2017,
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000248177_fre?posInSet=9&queryId=N-b6f52c40-701b-426a-944c-6c3366a6e59d>.

DOCUMENT CADRE POUR LE CO-FINANCEMENT PME/AFD/UNICEF – EN APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DÉCENNAL DE L'ÉDUCATION EN GUINÉE, PRODEG, 2020,
<<https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-7-Guinea-GPE%20Program%20Document.pdf>>.

GUINÉE, ÉDUCATION ET ALPHABÉTISME, UNESCO, 2020,
<<http://uis.unesco.org/fr/country/gn>>.

GUINÉE, Rapport – RESEN, UNICEF, 2018,
<<http://resenguinee.org/wp-content/uploads/2020/03/Chapitre-1-Contexte-politico-humanitaire-sociodémographique-et-macroéconomique.pdf>>.

LANGUES ET ÉDUCATION EN GUINÉE : UNE ÉTUDE EXPLORATOIRE DES ATTITUDES ET DE L'OPINION DE LA POPULATION GUINÉENNE SCOLARISÉE, Jolanda Rozendaal, Mémoire de master Université d'Utrecht, août 2018

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE, Organisation internationale de la francophonie, 2019,
<https://www.francophonie.org/sites/default/files/2020-02/Edition%202019%20La%20langue%20francaise%20dans%20le%20monde_VF%202020%20.pdf>.

LA LANGUE FRANÇAISE EN GUINÉE, G. PERRIN, 1988.

LES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN AU XXI^E SIÈCLE, Programme des nations unies pour le développement, 2019.

NOTE TECHNIQUE EGRA, INRAP, 2020.

RAPPORT D'ANALYSE DES STATISTIQUES SCOLAIRES 2015-2016, Direction générale de la planification, des statistiques et du développement de l'éducation and ministère de l'enseignement préuniversitaire et de l'alphabétisation, 2016.

RAPPORT D'ANALYSE PRIMAIRE ET SECONDAIRE 2015-2016, INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2016,
< http://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/SSN/mepua/rapport/MEPUA_Rapport_d_analyse_Primaire_et_Secondaire_2015-2016.pdf>.

RAPPORTS D'ÉTAT DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS NATIONAUX SUR LA GUINÉE, Analyse sectorielle

de l'éducation et de la formation en Guinée, Décembre 2018,

< <http://resenguinee.org/wp-content/uploads/2020/03/Chapitre-1-Contexte-politico-humanitaire-sociode%CC%81mographique-et-macroe%CC%81conomique.pdf>>.

RAPPORT DE L'ÉTUDE DIAGNOSTIQUE SUR L'INDUSTRIE DU LIVRE EN GUINÉE, PAR LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LIVRES ET LES MATÉRIELS ÉDUCATIFS, GTLME, 2016

RAPPORT DE L'ÉTUDE DIAGNOSTIQUE SUR L'INDUSTRIE DU LIVRE EN GUINÉE, Mamadou Aliou Sow, août 2006.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT, INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, 2021,

<<http://www.stat-guinee.org/>>.

SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE – GUINÉE, Ministère de l'Économie, des Finances

et de la Relance, Direction générale du trésor, 2020, <<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/GN/situation-economique-et-financiere>>.

TABLEAU DE BORD SOCIAL 2017, Institut national de la statistique, 2019,

<http://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/annuelles/TB/TB_Social_2017.pdf>.

INSTITUT FRANÇAIS

INSTITUT FRANÇAIS

8-14 rue du Capitaine Scott

75015 PARIS – FRANCE

T. + 33 (0)1 53 69 83 00

institutfrancais.com



PROSPECTIVE
COOPERATION
laboratoire d'idées

PROSPECTIVE & COOPERATION

1, place Gabriel Péri – Vieux port
13001 MARSEILLE – FRANCE

contact@prospectivecooperation.org

T. +33 (0)6 84 31 24 54

prospectivecooperation.org

Association Coopérative loi 1901 – SIREN 791 758 956



BIBLIOSUD

Solidarité Urgence Développement

5 impasse de la calade
34230 TRESSAN – FRANCE

contact@bibliosud.org

T. +33 (0)6 20 68 53 53

bibliosud.org

Association loi 1901 – SIREN 838720191